

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 30 MAI 1978 - N° 707

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Brejnev dans Prague occupée

Une «brève» dans L'Humanité : Léonid Brejnev, président du bla, bla, bla, secrétaire du bla, bla, bla, se rendra à Prague mardi, pour une visite officielle de quatre jours. Que de précautions oratoires, pour faire «comme si», comme si il s'agissait d'une simple visite d'un chef d'Etat dans un pays étranger. L'imposture est trop grosse. Dix ans après l'intervention des chars russes à Prague, c'est dans un pays conquis que se rend le chef de file du social-impérialisme. Un pays où tous les domaines de la vie publique sont régis par les envahisseurs, un pays où règne l'oppression et la répression. Brejnev veut donner à sa tournée d'inspection le caractère d'un anniversaire. C'est un peu cela, il y a dix ans, le social-impérialisme jetait bas le masque, et montrait sa vraie nature. Dix ans après, c'est en Afrique que se mènent les visées agressives de Brejnev.

Paluel, LMT, Guilnouard, Zénith,...

DEFENDONS NOS LUTTES



Photo prise par un journaliste de Le Travailleur, prêtée au Quotidien du Peuple par les travailleurs de Zénith.

Hôpitaux de Toulouse : les CRS occupent les bâtiments pour mettre fin au mouvement des hospitaliers. Chantiers de la Centrale, de Paluel en Seine Maritime : les ouvriers de l'entreprise «Génie civil» ont cessé le travail. Par deux fois, les flics interviennent brutalement contre le piquet de grève, ils envoient cinq ouvriers à l'hôpital. Deux jours plus tard, ils rafient les grévistes dans les foyers Sonacotra, et contraignent certains à monter dans des cars, direction la Centrale : la grève continue, et s'étend à deux autres entreprises ! Reinier, à Strasbourg : les nettoyeurs de wagons SNCF doivent quotidiennement affronter les flics sur le chantier. LMT Nantes : 3 délégués ont été condamnés à 500 F d'amende pour chaque heure de piquet de grève ! C'est une sanction plus grave encore qui menaçait les ouvriers de Guilnouard (à Nantes aussi), avec en plus l'intervention des flics. A Zénith, dans la banlieue parisienne, le patron fait donner un camion contre le piquet de grève des femmes !

Ces luttes offensives, pour les salaires et les conditions de travail, ont à affronter aujourd'hui une dure répression : intervention des flics ou de nervis, condamnation en justice contre des délégués... Le gouvernement et le patronat comptaient sur une paix sociale, avec leur prétendue ouverture, et les négociations dont ils font grand bruit. Mais ici et là des luttes décidées ont éclaté. La répression malgré sa brutalité, n'a pas fait reculer les grévistes. A Toulouse, deux manifestations ont déjà eu lieu. A Paluel, tout le département manifestait lundi, contre l'agression policière. Et à Nantes, l'ensemble des usines en grève, LMT, Warin et Guilnouard se retrouveront côte à côte, mercredi, pour manifester leur solidarité, l'unité de leur lutte !

(Lire en pages 5 et 6)

Zaire : retrait... ou redéploiement ?

Les paras français ne semblent pas prêts à quitter les terres africaines. Ils opèrent un redéploiement pour préparer l'intervention des troupes africaines à Kolwezi, notamment des troupes marocaines qui prennent place. Quant aux forces zaïroises, le terrain une fois déblayé par les légionnaires, elles répriment et pillent la population qui avait plutôt bien accueilli les rebelles du FNLC.

(Lire en page 10)

Prix : + 1,1 % en avril

On connaît maintenant, selon l'indice officiel, la hausse des prix pour le mois d'avril : +1,1 %. Ce n'est qu'un début. L'indice de mai et de juin sera avoisinant, et après, ce sera le grand dérapage. Monory ne vient-il pas d'annoncer les premières mesures de «libertés» des prix ? Avec la réunion du comité des prix, le 30 juin, on saura précisément ce qui nous attend à la rentrée.

«Vosgiens nous sommes, Vosgiens nous resterons»

Lire en page 5 le reportage sur la vallée du Rabodeau



Le roi d'Arabie Séoudite à Paris

Le roi Khaled est en visite officielle à Paris, où il va rencontrer Giscard. L'importance de ces entretiens est liée à la position de dépendance énergétique de la France, dont la balance commerciale est déficitaire. Autant de sujets qui seront au centre de ces conversations.

Lire en page 8

1948-1978 : Palestine vit et résiste !

Il y a trente ans que le peuple palestinien mène la lutte armée pour recouvrer son territoire. Plusieurs meetings de commémoration se sont tenus, dont celui de la Mutualité, à l'appel de l'Association Médicale Franco-Palestinienne et de l'Union générale des étudiants palestiniens.

(Lire en page 8)

Les flics contre 2 radios libres ce week-end

«La parole on nous l'a volée, on la reprendra» !



Durant le week-end, les radios libres se sont vues à nouveau l'objet de la répression.

Radio 66 saisie à Perpignan, et Radio Libre 59 qui s'est fait interpellé à la sortie d'un meeting UOPDP à Lille. Mais les

radios libres, fortes du soutien de la population qu'elles auront gagné, se faisant l'écho de ses luttes et de ses aspirations, ne se laisseront pas bâillonner par le pouvoir et son monopole.

(Lire en page 4)



MAI 68 au jour le jour

Mardi 28 mai :

— Peyrefitte, ministre de l'Éducation nationale, démissionne. Cette nouvelle suscite l'indifférence générale.

— Conférence de presse de Mitterrand qui se déclare prêt à assurer le pouvoir. Il propose, si le référendum est repoussé par une majorité de non, la constitution d'un *gouvernement provisoire de gestion*, dont l'un des buts serait d'organiser les élections présidentielles. «*Qui présidera ce gouvernement? S'il le faut, j'assumerai cette fonction.*»

Mais d'autres peuvent aussi y prétendre ; c'est le cas de Pierre Mendès-France. Mitterrand annonce également sa candidature à la présidence de la République.

— 16 heures : Waldeck-Rochet remet à la presse une déclaration où il dit notamment qu'*il n'est pas sérieux de prétendre aller au socialisme sans les communistes, ou encore moins en faisant de l'anti-communisme comme à Charléty.*

Dans l'après-midi, à 17 h 45, les dirigeants du PCF et de la FGDS se rencontrent.

— Cohn-Bendit entre clandestinement en France et tient une conférence de presse à la Sorbonne.

MERCREDI 29 MAI :

— A 10 heures, on apprend que le Conseil des Ministres est annulé. A 11 h 30, De Gaulle quitte l'Élysée officiellement pour Colombey...

— Dans l'après-midi, les deux groupes parlementaires de la majorité annoncent une manifestation de soutien à De Gaulle pour le lendemain.

— Mendès-France déclare qu'il faut *«un gouvernement de transition»* et que, pour le constituer *«il est évident que mon concours est acquis aux hommes de gauche et que je ne refuserai pas les responsabilités qui pourraient m'être confiées par la gauche, par toute la gauche réunie.»*

Manifestations de la CGT dans toute la France. A Paris, plusieurs centaines de milliers de personnes. Mot d'ordre : *gouvernement populaire*. L'UNEF avait refusé de participer à ces manifestations, tant que la CGT refusait de prendre position contre l'extradition de Cohn-Bendit. La CFDT, FO et la FEN s'étaient également abstenues.

JEUDI 30 MAI :



Manifestation gaulliste

— A 12 heures, retour de De Gaulle qui est allé en Allemagne s'assurer auprès de Massu de la fidélité des Forces françaises d'Allemagne.

— 11 heures : Giscard déclare : *«Le gouvernement doit partir de lui-même (...) Son maintien prolongé (...) fait déboucher la crise sociale sur la crise de régime.»*

— Waldeck-Rochet déclare : *«Il faut changer fondamentalement de politique, et à cet effet, il faut faire un gouvernement d'union démocratique.»*

— 16 h 30 : Allocution de De Gaulle : *«Je ne me retirerai pas. Je ne changerai pas de Premier ministre.»* «*Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale.*» Il annonce le report du référendum et appelle à l'action civique.

— Manifestation gaulliste : plusieurs centaines de milliers de personnes manifestent, avec à leur tête les membres du gouvernement. Les mots d'ordre sont d'une haute tenue : *«Les cocos chez Mao», «le rouquin (Cohn-Bendit) à Pékin.*» Des groupes, dans la manifestation, crient : *«Libérez Salan !» «Vive le Maréchal !» «Vive Laval !»*

POLITIQUE

COLLECTIVITÉS LOCALES : LE PCF RÉCIDIVE

● Ce n'était pas passé aux élections. Ca va revenir au Parlement. L'Association des élus communistes et républicains, créée en octobre 1977, sur proposition du Bureau politique du PCF et dans la fièvre de la campagne électorale, revient à la charge sur la question des *«collectivités locales»* et d'une prétendue *«démocratisation»*. Une démocratisation qui a bon dos.

Conçu dans l'euphorie de la poussée de la gauche aux municipales, et particulièrement de celle du PCF, qui avait quasiment doublé le nombre de ses élus, ce projet vise à transférer aux communes certaines prérogatives actuelles de l'Etat. Mais, bien loin d'aller dans le sens d'une prise en charge par la population des affaires locales, le PCF ne cherche rien d'autre qu'à substituer à l'*«étatisation»* qu'il dénonce, une municipalisation tout aussi écrasante, bien commode pour lui dans les municipalités qu'il dirige. Aujourd'hui tout particulièrement, où il vient à nouveau de rater le pouvoir, et où il peut craindre, avec la rupture de l'union de la gauche, un reflux de son influence, tendance qui s'est déjà manifestée dans certaines banlieues industrielles et que confirme le succès personnel du PS à l'élection partielle de St-Malo, il s'agit pour lui de rendre désormais difficile, pour ne pas dire impossible, une telle éviction.

Il s'agit en effet de *«débarrasser les conseils municipaux de la tutelle préfectorale»* de donner de *«nouvelles responsabilités et de nouvelles compétences»* aux communes. Mais là s'arrête la prétendue *«démocratisation»* : elle ne franchit pas les limites des hôtels de ville. Les *«élus»* prennent tout simplement la place des bureaucrates préfectoraux.

DES ÉLUS BIEN PROTÉGÉS

A l'heure où certains membres du PCF, soucieux de rectifier les relations que leur parti entretient avec les travailleurs, critiquent l'image de *«parti-municipalité»* qu'offre le parti révisionniste dans les communes qu'il administre, les *«élus»* du PCF se soucient de rendre cet état de chose le plus viable possible. Conscient du fait que les organes d'information sont avant tout des organes de pouvoir, il s'en préoccupe tout spécialement. Aussi, l'un des points sur lesquels il montre le plus d'insistance, dans les réformes proposées, est-il justement un aménagement du monopole de la radio-télévision.

L'actualité, avec notamment les nombreuses tentatives faites par des amateurs pour impulser des *«radio libres»* et la répression brutale qui s'en est suivie viennent juste-



Le PCF fait grand tapage sur la *«démocratisation»*. Mais à Vaulx en Velin, près de Lyon, (sur notre photo) par exemple, il brime l'expression de toute association populaire qui refuse sa *«tutelle»*.

ment de mettre en pleine lumière l'étendue de ce problème. Et le PCF s'est justement signalé à cette occasion par une absence totale de soutien aux tentatives faites.

C'est pourtant sous couleur d'*«informer et faire participer la population»* qu'il propose de faire de la radio télévision un *«service public»*. Il ne s'agit pas, bien sûr, de la mettre au service de tous, mais de permettre aux municipalités de *«mettre en place des radios libres»*, en liaison avec les stations régionales. Radios qui, bien entendu, seront toutes dévouées au conseil municipal.

Complément obligé de ce renforcement du pouvoir des élus du PCF, une proposition de loi visera à *«mettre à la disposition des élus le temps et les moyens nécessaires à l'exercice de leur mandat»*. C'est là un vieux cheval de bataille du parti révisionniste, qui s'acharne depuis plusieurs années à faire obtenir un statut et des droits spéciaux dans l'entreprise aux travailleurs pourvus d'un mandat municipal. Le PCF demande en outre une *«revalorisation de la fonction publique des collectivités locales»*, autrement dit de la fonction d'employé municipal. Cette dernière mesure prend un saveur particulière quand on sait que le PCF a trouvé dans la fonction municipale un bon moyen de faire payer par la *«collectivité»* ses propres permanents (voir l'affaire de l'employé municipal de Montargis) et que par ailleurs, il n'hésite pas à mettre à la porte sans autre forme de procès un employé municipal qui manifeste son désaccord,

De quoi s'agit-il ? La dite association vient d'élaborer et de faire parvenir à Barre une série de 9 propositions, destinées à *«promouvoir l'autonomie des collectivités locales»*, dans la perspective de la préparation du budget 1979. En fait, ces propositions datent elles aussi d'octobre 1977, elles ne sont pas autre chose que l'adaptation du projet de réforme régionale que le PCF avait tenté d'adopter au *«programme commun actualisé»*.

comme aujourd'hui à la municipalité de St-Denis.

UNE BASE D'APPUI

Il est bien évident que, tel quel, ce projet n'a aucune chance d'être adopté, sinon discuté, aujourd'hui. Mais il éclaire sur les intentions du PCF gagner et se cramponner à des positions acquises, répandre l'idée que le seul frein se trouve dans l'Etat et le gouvernement. Sans cesse, dans sa gestion

municipale, le PCF a tendance à s'abriter derrière l'Etat, le rendant responsable de tout ce qu'il ne fait pas, tout comme de ce qu'il fait au détriment de la population. Ce ne sont pas les moyens qui manquent aujourd'hui au PCF, c'est la nature même de son projet qui l'amène à faire une politique anti-sociale et à exclure les travailleurs des décisions partout où il dirige.

Suzanne VALLÉE

Prix libérés

Invité du Club de la Presse, le ministre des Finances, Monory, s'est fait le chantre de la liberté des prix : *«Lorsque l'on bloque les prix, cela me fait penser au malade qui a de la température et qui casse le thermomètre pour ne pas voir qu'il en a. Je préfère que nous prenions une bonne fois les mesures qui s'imposent.»* Ces mesures commencent à être connues. Dès cette semaine, les prix des poids lourds, des machines-outils et de l'outillage seront *«libérés»*. L'automobile suivra sous peu, et le 30 juin le comité des prix décidera du calendrier des autres *«libérations»*.

Visite de Giscard

Giscard a confirmé samedi qu'il se rendrait en visite officielle en Espagne dès les premiers jours du mois de juin. D'autre part, après le sommet des pays industrialisés, qui se tiendra à Bonn, il rendra visite au Portugal, pendant le mois de juillet.

St-Malo : le PS confirmé à la municipalité

La liste du PS a largement remporté les élections municipales de St-Malo. L'ancien maire (PS) obtient 13 832 voix (57,28 %), contre 9 942 voix à la liste de droite (42,71 %). La participation a été importante pour une élection partielle (75,12 %). Au premier tour, le PS avait obtenu 8 828 voix, le PCF, 1 779, l'UDB 445, et les deux listes de droite 6 853 et 3 272 voix.

SUCCESSION DU MEETING UOPDP DE LILLE

● Environ 200 personnes ont participé samedi dernier au rassemblement populaire organisé par l'UOPDP à Lille. De nombreuses associations y participaient : on remarquait les stands des Amis de la Terre, du COBA, du Comité Anti-Pollution de Lille, du CDVTI, du réseau Alternative Psychiatrie, du CCFD, du Comité Chili, des étudiants des Comores. Radio Libre 59 retransmettait en direct.

Le rassemblement débuta sur l'indicatif de Radio Libre 59 et une présentation radiodiffusée de l'UOPDP. On projeté les montages diapos des Amis de la Terre sur le nucléaire et du COBA sur l'Argentine. Ensuite, la chorale La Lyre des Travailleurs chanta et récita quelques textes.

L'intervention de l'UOPDP traça le cadre de ce rassemblement : échanger les multiples expériences de lutte, s'unir en vue de la lutte, en dehors de toute récupération par les partis bourgeois. Il s'agit de constituer une structure souple

de rencontre et de débat, où les différents secteurs de lutte puissent se soutenir, et populariser leurs luttes. Cette rencontre est une nécessité politique dans la période, pour le succès des luttes à venir, si l'on veut faire aboutir nos revendications.

Avant les forums, pendant une pause, on put regarder l'exposition photo du Comité Anti-Pollution sur la marée noire, qui suscitait de nombreuses discussions.

Malgré l'absence de militantes des groupes femmes, qui avaient pourtant annoncé leur participation,

les questions de l'oppression spécifique des femmes ont fait l'objet d'un large débat.

Le forum sur l'écologie auquel participaient les Amis de la Terre et le Comité Anti-Pollution, donna lieu à un débat approfondi. Les Amis de la Terre donnèrent leur position, rappelant qu'ils considéraient l'écologie comme un problème politique, posant la question du pouvoir : qui dirige ? Comment changer de pouvoir ? Quel projet proposer ? Les Amis de la Terre ont expliqué pourquoi ils se réclamaient de l'autogestion, refusant le type de société « pyramidale » que nous connaissons. Ils ont exprimé leurs réticences face à la notion de parti, qui, selon eux, reproduit le même type de structure.

Les Amis de la Terre ont insisté sur le danger de récupération de leur mouvement. Les tentatives

dans leur direction ne manquent pas, allant de la droite au PSU. Ils ont conclu par la nécessité de la jonction des luttes, et leur accord pour participer à toute initiative visant au débat le plus large possible.

Après ce meeting, l'UOPDP invite les différentes organisations à tirer avec elle le bilan de cette initiative, à sa prochaine AG, le 3 juin, à 15 h, à la Librairie Populaire de Lille, (rue Jules Guesdes).

Un grave incident a cependant marqué la journée : Radio Libre 59, qui avait pu émettre pendant tout le rassemblement, a vu sa camionnette interceptée par la police ; ses occupants ont été inculpés. La mobilisation doit se développer, pour soutenir cette expérience très riche, qui va à l'encontre du monopole d'Etat. L'UOPDP en sera partie prenante.

Correspondance

PCF : PETITE CHRONIQUE DE LA CONTESTATION

Est-ce l'article vengeur de *Temps nouveaux*, revue soviétique, qui provoque cette levée de boucliers contre les elleinsteiniens ? Jean Rony, qui avait répondu vendredi dans *Le Monde* à une attaque du PCF, se voit à son tour fustigé dans *L'Humanité*. Cette fois, la direction fait donner Laurent Saïni pour abattre la « minorité infime » qui, refusant la « fraternelle » discussion entre « com-

munistes », a essayé de faire plier la « majorité ». Dans ce combat, continue Salini, « le seul vainqueur possible est le parti communiste ». Jean Rony s'était pourtant montré toujours très modéré dans ses critiques.

Le même jour, Garaudy répond dans *Rouge* au communiqué du bureau politique du PCF (cf QdP du 29 mai). La réponse du

PCF écrit-il : « repose en son fond sur deux dogmes fondamentaux : — primo, la direction du parti ne commet jamais d'erreur et n'est jamais responsable des échecs.

— Deuxièmement, la direction du parti est absolument « monolithique » et révèle la moindre divergence en son sein est un crime. »

Garaudy reprend ensuite

ses accusations concernant l'attitude de la direction du PCF et la manière dont elle s'est subordonnée la CGT au cours des événements de mai 68. Il s'en prend pour finir directement au secrétaire général du PCF et déclare que : « Georges Marchais a toujours refusé de tenir compte de la base ou de ceux qui sont en contact avec elle » et qu'il est le « fossoyeur du PCF ».

Comité directeur du PS

Le comité directeur du PS s'est réuni ce samedi. Claude Estier a rendu compte de ses travaux dans une brève déclaration à la presse.

Le comité directeur a approuvé à l'unanimité le rapport de Pierre Mauroy sur la campagne engagée par le PS contre les hausses de prix décidées par le gouvernement. Sur ce thème : « ils ne nous avaient pas dit cela avant les élections », le PS organisera une journée nationale de protestation le 20 juin.

A été abordé le problème dit des radios locales. Le PS n'est pas hostile à l'existence de telles radios, mais a été brièvement évoquée « de façon plutôt ironique ».

jugé : pour le PS, ces radios doivent être indépendantes de tout pouvoir (un coup à droite), mais aussi de tout parti politique (un coup à gauche). Elle ne doivent pas avoir de caractère commercial, ce qui signifie pour les socialistes qu'elles doivent avoir un caractère de service public et être contrôlées par les collectivités locales.

Tout de même, dans la situation actuelle, le PS se déclare opposé aux sanctions pénales qui frappent les radios libres.

En l'absence de Françoise Gaspard, la constitution d'un troisième courant n'a pas donné lieu à débat, mais a été brièvement évoquée « de façon plutôt ironique ».

«Maintenant» sur les rails

Le projet lancé par Politique-Hebdo d'un journal à la lisière de la gauche et de l'extrême-gauche prend forme avec la publication d'un appel à la souscription. La liste des membres fondateurs comprend des militants socialistes, comme Motchane, des dissidents du PCF, comme Elleinstein, Frémontier, Christine Buci-Glucksmann, des militants du PSU comme Claude Bourdet. Un certain nombre de personnalités de gauche apportent leur soutien à cette tentative.

Fête de Rouge : débats entre LCR, PS, PSU et dissidents du PCF

Plusieurs contestataires du PCF se sont exprimés samedi et dimanche dans le cadre de la fête organisée par Rouge. Parmi eux, Frémontier, Elleinstein, Rouy, Buci-Glucksmann, etc... Nous reviendrons sur ces débats qui les ont opposés, de manière fort courtoise, à des membres du PS, du PSU ou de la LCR. Le quotidien Rouge de lundi voit dans cette fête un succès, puisque « pour la première fois depuis le 19 mars, des communistes, des socialistes, des révolutionnaires débattent ensemble ». Le journal de Gilles Martinet, *Le Matin*, tire la même conclusion : « Un séminaire géant pour toute la gauche ». Signalons par ailleurs que samedi, pendant le concert punk organisé dans le cadre de la fête, des « autonomes » ont agressé le service d'ordre de la LCR. Ces mêmes « autonomes » s'en sont pris ensuite au local de la Ligue trotskyste, impasse Gueménée.

Une unité d'artillerie de marine de Dinan est-elle partie pour le Tchad ?

Des bruits courent, notamment à partir de témoignages rapportés par des soldats du contingent, selon lesquels 110 jeunes engagés, appartenant au 11^e R.A.M. (régiment d'artillerie de marine), stationné à Dinan, qui comprend trois batteries d'engagés et deux batteries d'appelés, auraient été envoyés le 18 mai, combattre au Tchad. Ils seraient partis avec cinq canons et 30 tonnes de munitions, pour une durée de 4 à 6 mois.

Les engagés en question auraient touché 12 000 F pour partir, ils toucheraient ensuite 7 500 F par mois, et 20 000 F à leur retour, ces avantages étant destinés à surmonter leurs réticences.

Si ces renseignements se révélaient exacts, ils témoigneraient de la volonté du gouvernement français de s'engager au Tchad dans une guerre d'assez longue durée.

L'UDF en quête de structures

Le « pluralisme organisé » se confirme à l'intérieur de l'UDF, qui vient de réunir son bureau exécutif, après de longues tergiversations et après la ratification de ses statuts par l'ensemble des partis membres. « L'UDF, paraît-il, peut se mettre en place dans tous les départements ».

Tout le monde, cependant, n'est pas encore bien arrimé. Ainsi, le volage parti valoisien continue de prendre des airs émancipés. Tout en ratifiant les statuts de l'UDF, son comité directeur a souligné qu'il n'était pas question pour les radicaux de se fondre dans l'UDF.

Quant au CNIP, il n'est pas encore arrimé du tout, et Barre a déployé pour lui, vendredi, tout son art de « séduction » lui assurant qu'il était très important que les formations diverses « gardent leur originalité et leur doctrine pourvu que l'ensemble converge sur la discipline de la majorité », dans une « conception fédérale du rôle de l'UDF ». De quoi rassurer Bertrand Motte, président du CNIP, qui, après avoir gravité dans le sillage du RPR, cherche, sans toutefois trop s'engager, à miser sur un meilleur cheval.

Municipales à refaire

Le conseil d'Etat a annulé, en fin de semaine, les élections municipales qui s'étaient déroulées fin mars à Aix en Provence, Briançon et Flers. Dans le premier cas, le suffrage avait donné l'avantage à une liste conduite par les socialistes, mais le matin du scrutin, le journal *Le Provençal* avait publié un faux désistement en faveur du candidat qu'il soutenait. A Briançon, le tête de liste PS aurait été victime d'une propagande diffamante à caractère abusif. Enfin, à Flers, dans l'Orne, des contestations se sont élevées sur l'interprétation de certains bulletins de vote classés nuls.

Comité de soutien à Heide

Le 21 mars 78, Heide Kempe Bottcher a été torturée à Paris.

Vers 17 h 30, police Secours l'emmenait de chez elle contre son gré, aucune blessure n'était alors constatée, tous les témoignages concordent sur ce point.

Plusieurs heures plus tard, ses amis la retrouvèrent à l'hôpital Sainte-Anne, atrocement brûlée (brûlée au 3^e degré au ventre, sur le sexe et les cuisses.)

Que s'est-il passé, en particulier au moment où Heide était sous la responsabilité de Police-Secours puis de l'Assistance publique. Moments dont Heide, frappée d'amnésie, n'a pas aujourd'hui de souvenir. Conscients qu'il s'agit là d'un nouveau degré de la violence exercée contre les femmes, nous exigeons que toute la lumière soit faite sur cette affaire.

Conscients que si le silence recouvrait ces faits, ce serait une nouvelle atteinte aux libertés dans le pays, nous affirmons que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que cette affaire ne soit pas étouffée.

A Aix en Provence, un comité de soutien à Heide s'est créé afin que la plainte contre X déposée par Heide puisse aboutir.

Ce comité vous appelle à participer à sa prochaine réunion le mercredi 31 mai à 20 h 30 à la MJC Bellegarde à Aix en Provence

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adressé

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225.
75 924 Paris Cedex 19

LUTTES OUVRIERES

● Hôpital Ste Anne, rue de la Glacière dans le 13^e arrondissement : le personnel soignant de ce qu'on appelle couramment le plus grand « asile » de Paris (1 200 employés, 1 200 soignés) est en grève depuis le 16 mai. (les soins sont effectués mais gratuits) !

Les grévistes (employés, infirmières, brancardiers...) dont on avait pu voir la grande combativité lors de la manifestation des hospitaliers le 18 mai, ont une revendication simple : l'amélioration des conditions de travail.

Mais cette grève est aussi l'occasion pour les grévistes de réfléchir sur leur rôle, et le sort subi par les hospitalisés qui, chose rarement vue, participent activement au mouvement.

Hôpital Ste Anne à Paris

SOIGNANTS ET SOIGNÉS EN LUTTE



On avait pu avoir une idée des conditions de travail à Sainte-Anne le jour de la manifestation des hospitaliers à Paris, le 18 : ce jour-là les grévistes de Sainte-Anne avaient défilé avec les chariots rouillés et pourris dans lesquels ils sont contraints de transporter le linge et les repas des malades. Les chariots avaient été abandonnés devant le ministère de la Santé.

Mais les conditions de travail désastreuses, c'est d'abord et avant tout le manque criant d'effectifs : « Nous sommes en moyenne deux infirmières, nous disaient l'une d'elles, pour soigner 80 malades, et ceci de jour comme de nuit. Ça fait d'autant plus que c'est bien souvent des malades âgés qui ont besoin d'être

pris en charge complètement, de leur lever à leur coucher ; pour ce travail, il faudrait être 10 au minimum ».

« Alors, comme au service Henri Rouselle, chaque matin c'est le même scénario : la surveillante téléphone ailleurs pour voir s'ils ne peuvent pas boucher les trous ». Ailleurs : dans d'autres services parfois occupés, eux aussi, à chercher des bras supplémentaires. Le cercle vicieux.

Alors il n'y a pas le choix : « Il n'est pas rare qu'on travaille les jours de repos ; beaucoup doublent et font 16 heures d'affilée ».

Ces conditions de travail rejaillissent sur les employés et, bien sûr, aussi sur les malades qui sont déjà fort mal lotis : ils sont pour une part entassés dans de longs dortoirs de 30 lits ou plus, construits il y a 100 ans, pour des effectifs deux fois moins importants qu'ils n'en supportent aujourd'hui. Des dortoirs sans hygiène ni sécurité, aux murs pas lavés, aux plafonds hauts avec un unique lavabo au fond : « Certaines pièces ne sont pas sans rappeler l'Hôtel Dieu dans un film datant de 50 ans : « M. Vincent avec Fresnay. » A ceci près qu'à Sainte-Anne, il y a maintenant des services modernes, ainsi le service neuro-chirurgie, complètement encombré : il ne fait pas bon être blessé crânien !

Seule la rentabilité semble intéresser la direction de l'hôpital, et cela aboutit parfois à ceci : « Aux isotopes, nous dit un infirmier, les appareils radio ne sont pas en conformité avec la réglementation : il n'y a pas de protection adéquate contre les radiations ». Les enfants continuent à défilier quand même...

« PETITS VIEUX DU 13^e, CHÔMEURS... »

Mais qui sont donc ces malades à Sainte-Anne ? « Tous les malades mentaux passent par Sainte-Anne, nous affirme un gréviste, et sont vus par un interne qui décide ou non de l'hospitalisation. Si oui, le malade est admis soit à Sainte-Anne, soit ailleurs : Villejuif, Maison Blanche. » Les « placements d'office » (réquisition du préfet) sont devenus moins fréquents (un par semaine) et les placements sont plutôt, par exemple, ceux qu'on appelle bizarrement « volontaires », demandés par un parent... ou un voisin, ce qui permet toujours d'élargir assez loin les possibilités d'internement. Tous jours est-il que beaucoup

de « malades » à Sainte-Anne sont ceux que la bourgeoisie appelle des « cas sociaux » : vieux, chômeurs devenus « fous », etc. « La maladie de beaucoup de gens ici, c'est le manque de ressources sociales » explique un soignant.

Sait-on que beaucoup de vieilles femmes, expulsées de leur maison détruite dans le 13^e et le 14^e arrondissements, pour cause de « rénovation », ont atterri directement à Sainte-Anne ? Alors qu'elles se débrouillaient seules avant, elles deviennent, au bout de 15 jours à Sainte-Anne, complètement séniles et, nous diront plusieurs infirmières, c'est ainsi que les psychiatres justifient leur internement.

Tel est le sort des vieux à Sainte-Anne. Des vieux, ou de jeunes qualifiés de « débiles », mais toujours aptes à être surexploités.

« Un certain nombre travaillent 4 à 5 heures par jour » nous explique un soignant. « Certains à la buanderie ou au jardinage. Ils travaillent car ils n'ont pas d'argent. Ils sont là depuis des années, depuis 30 ans pour certains. Ils n'ont pas de possibilité de sortie ni de logement à l'extérieur. On leur dit que le travail est un moyen de briser leur isolement. En fait ils servent de palliatif au manque de personnel et sont payés 100 F à 150 F par mois ! Ils travaillent le dimanche aussi, ils ne sont pas reconnus comme travailleurs quand ils sortent. »

Pour ceux qui sortiront, bien sûr !

Alors ces travailleurs internés ont eux aussi posé leurs revendications. Soutenus par une frange non négligeable des soignants, ils interviennent désormais en assemblée générale pour les exposer. Ils réclament un salaire en vue de rémunérer leur travail. Ainsi se forge l'unité entre soignés et soignants. Certains soignés participent activement à la grève, y compris aux piquets de grève.

Une journée « portes ouvertes » doit avoir lieu ce mardi.

Richard FEUILLET

INFORMATIONS GENERALES

Radios libres : nouvelle plainte, nouvelle saisie

Radio 66, qui émettait des programmes musicaux sur Perpignan depuis le début du mois de mai, s'est vu investir vendredi dernier par les flics. Le matériel a été saisi, coupant court à toute émission. Une plainte contre X avait été déposée en début de semaine par TDF. C'est encore l'article L.39 du code des PTT qui a servi de motif à cette interruption policière, malgré les succès juridiques remportés par les animateurs PR de Radio Fil Bleu, et les non-lieux qui suivirent chacune des actions en justice de TDF. Pourtant, si le pouvoir est décidé à proposer des lois pour renforcer le monopole, c'est qu'il juge lui-même que la loi ne le protège plus et l'article L.39 insuffisant. Mais la bataille pour les radios libres et la liberté d'expression ne saurait se cantonner au domaine juridique.

Garde à vue pour les militants du COBA de Marseille

Jeudi 25 mai à Marseille, une manifestation du COBA avait été interdite. Des militants du COBA, sans manifester, distribuèrent un tract expliquant la campagne du COBA. Plusieurs d'entre eux furent conduits à l'Hôtel de police. Le responsable du COBA à Marseille, Alain Fourest, venu prendre des nouvelles des militants, fut retenu par la police et gardé à vue plus de 24 heures. L'avocat de celui-ci apprit dans la nuit que le Parquet n'était pas informé de cette garde à vue, qui était donc illégale.

Liévin : le dossier devant les juges ce lundi

Le 27 décembre 1974, 42 mineurs trouvaient la mort à Liévin, à la suite d'un coup de grisou. Alors que le Tribunal populaire, réuni à Lens le 22 mars 1975, avait conclu de façon irréfutable à l'écrasante responsabilité des Houillères, la justice bourgeoise, quant à elle, fait traîner les choses depuis cette époque.

L'ingénieur Coquidé avait tout de même été inculpé d'homicide et blessures involontaires. La chambre d'accusation de Douai devait décider ce lundi de la suite à donner à cette inculpation : non-lieu ou renvoi devant une juridiction compétente. C'est la chambre d'accusation qui instruit l'affaire : on se souvient en effet que le juge Pascal, qui voulait aller trop loin aux yeux de certains, a été dessaisi du dossier.

Radio Libre 59 première radio libre remise en cause dans le Nord

Samedi 27 mai en fin d'après-midi, la camionnette transportant un émetteur de Radio Libre 59 a été interceptée à Fives-Lille par le SRPJ (Service régional de la police judiciaire). Elle venait de quitter le rassemblement populaire organisé par l'UOPDP dans la salle des fêtes de Fives. Les occupants, trois animateurs de Radio Libre 59 et deux responsables des Amis de la Terre, ont été arrêtés et emmenés avec le véhicule au local du SRPJ, rue Royale. Ils ont été retenus pendant plus de 5 heures pour interrogatoire. Relâchés, les animateurs sont aujourd'hui inculpés sous le prétexte fallacieux de « flagrant délit d'émission ».

Ces attaques ont pour origine plusieurs plaintes de TDF visant à garantir le monopole de l'Etat en radiodiffusion. Elles conduisent dans la pratique à la saisie d'un matériel qui, mis à part un émetteur et une antenne, se compose de tracts, affiches, disques ou magnétophones à usage personnel.

Dès le lendemain sur le marché de Wazemmes et dans la rue de Béthune à

Lille, le collectif Radio Libre 59 a dénoncé la répression et les moyens employés par l'Etat et TDF pour saisir illégalement une radio qui ne se cache pas et qui accepte de discuter sur une éventuelle réglementation des ondes par son adhésion à l'ALO (Association pour la Libération des Ondes), association nationale.

Radio Libre 59

— appelle des individus isolés, des habitants de la région, dans chaque quartier, et les organisations luttant pour la liberté d'expression dans une finalité non capitaliste à la soutenir par écrit (pétitions, etc.) et à continuer avec elle la création d'une radio réalisée par les gens et pour les gens.

— informe qu'elle tiendra une conférence de presse lundi 29 mai à 17 heures, 51, rue de Gand à Lille

— invite les organisations et associations à prendre position dans la presse régionale et à participer à un meeting préparé en commun.

Le collectif de Radio Libre 59

Achetez
Le Quotidien
du Peuple
tous les jours
dans le même
kiosque



● La bataille des «Boussac» et de tous les vosgiens qui les accompagnaient vendredi dans la manifestation a changé de nature. Les 15 000 manifestants qui se sont retrouvés côte à côte sont résolument engagés dans la voie de la résistance : dans trois mois, comme aujourd'hui, le plan de liquidation Boussac ne passera pas ! Dans une ville toute entière solidaire des chômeurs et de ceux qui risquent de le devenir bientôt, jeunes et vieux mélangés, les ouvriers du textile en tête suivis de travailleurs venus en masse constituent le rassemblement le plus important depuis 68. Avant la manifestation, dans une salle trop petite pour la circonstance, les dirigeants des syndicats ont été unanimes, ce jour là, pour affirmer leur détermination à la lutte. Et la détermination de jeunes venus de Thaon qui répondaient comme en écho aux orateurs «Union, Action, Révolution !» était l'affirmation des travailleurs de prendre leur lutte en main. Plus tard, quand on entendra parler par un groupe d'ouvriers

de l'éventualité du déplacement de stocks par la direction concernant l'usine de Géroville, ceux-ci assurent qu'ils prendront les moyens pour l'empêcher. Dans la chaude ambiance de la manifestation les cortèges des ouvriers du textile marquaient par leur dynamisme : «Boussac dehors !», «Pas de licenciements !», «Non au désert vert !». Derrière eux, postiers, enseignants, et surtout ceux qui ont été touchés par des licenciements tel «L'Ecorché» entreprise de construction qui a mené une lutte exemplaire de 18 mois ! Tous ont engagé la lutte pour que vivent les Vosges.

A la dispersion, les manifestants semblaient avoir beaucoup de mal à se séparer au terme de cette journée, mais la lutte continue dans les vallées. En particulier ceux du Rabodeau qui avaient crié «Le Rabodeau vivra» allaient poursuivre dans la «vallée Boussac» la lutte pour le droit de vivre et travailler au pays.

Après la manifestation d'Epinal, les ouvriers de Boussac se mobilisent dans leurs usines

«Emboussaqué», c'est là l'expression que l'on apprend quand on rend visite à des amis de la vallée du Rabodeau, une «vallée Boussac». Le vert de la vallée lui-même est garanti Boussac, enfin presque, car il en a recouvert tout ce qui lui appartient, bus volets de maisons et équipements collectifs et comme il est le principal propriétaire foncier, le vert des prairies et des grandes forêts de sapin semble conserver son empreinte. Jeudi, dans le local syndical de l'usine, sept délégués CGT du Blanchiment de Moyenmoutier faisaient cette constatation, mi-amusés, mi-désabusés. Nous entamions ainsi une chronique du Rabodeau.

Les premiers licenciements dans la vallée datent des années 60 et les luttes marquantes ont été celles de la Colroy à Senones contre 300 licenciements et l'occupation de l'entreprise l'Ecorché à Moyenmoutier. Cependant les patrons, principalement Boussac,

ont porté d'autres sales coups aux travailleurs tout au long des dix dernières années. Leur tactique habituelle était de licencier de petites quantités d'ouvriers à la fois et de dire «cette fermeture permettra de sauver tout le groupe». Mais ces prises d'otages ont assez duré. Aujourd'hui, il n'y a plus de possibilité de trouver des faux-fuyants. S'il fallait un exemple, ce camarade qui était contremaître au tissage de l'usine Géroville, que Boussac a liquidée en 68, n'a retrouvé du travail qu'en acceptant une déqualification. A nouveau menacé aujourd'hui de chômage, que peut-il faire à 52 ans avec quatre enfants à charge, sinon se battre ?

Au blanchiment de Moyenmoutier, Boussac semblait avoir tout prévu pour que ses ouvriers soient définitivement «emboussaqués». De la naissance à la retraite, ils subissaient l'encadrement de l'organisation paternalis-

Chronique du Rabodeau : l'usine de blanchiment

te. L'usine, qui date des années 1920, n'a connu, nous dit le plus vieil ouvrier présent, que deux grèves marquantes en 36 et en 68. Après trois semaines de grève en 36, le patron refusait la réembauche d'une dizaine de JC pendant quelques semaines. En 68, les huit jours de grève redonnaient force au syndicat CGT dans l'entreprise.

Cette date marquait également le début des vagues de licenciements.

En 46 ans d'usine, on a le temps de comprendre combien un patron tel que Boussac peut rechercher le profit à court terme : 1 200 ouvriers produisaient jusque vers 1960 près de 22 000 pièces de tissu (aujourd'hui 4 000 seulement). Mais la politique de Boussac était de produire au maximum sans tenir compte du marché, sûr que des stocks importants prendraient de la valeur au fil des ans. Peu lui importait donc de produire en masse du nylon pour des chemises, quand la mode fut passée, du tergal lourd quand on en était au jean, et du jean délavé quand plus personne n'en veut. L'Etat et tout particulièrement l'Armée assurent toujours une partie importante des débouchés ; le reste va rejoindre les stocks.

L'usine de blanchiment de Moyenmoutier, qui assure la teinture et la finition des tissus, renferme un énorme stock dans des souterrains climatisés, qui constituent un véritable dédale où dorment quelquefois depuis vingt ans des milliers de pièces de tissu.

Cinq «chantiers» partagent l'usine. C'est pour isoler encore un peu plus les ouvriers, car ils travaillent suivant trois horaires différents, soit en 3 x 8, soit en 2 x 8, soit à la journée. Aussi au portail, dans la matinée, c'est une impression et va et vient qui est donnée au visiteur non averti.

Depuis trois mois les horaires

ont été réduits à 32 heures par semaine pour la majorité des services. Aussi, la question de savoir comment boucler les fins de mois se pose de manière plus angoissante pour toutes les familles ouvrières. Quand on a du travail chez Boussac, il faut se plier aux dures conditions d'emploi. Les délégués syndicaux voient sans cesse le droit de prendre leurs heures de délégation remis en question sous prétexte qu'ils désorganisent la production.

Dans cette usine qui utilise des produits chimiques dangereux, le CHS (Comité d'Hygiène et de Sécurité) est largement contrôlé par la direction et ses cadres. Les produits toxiques, assure un ouvrier, étaient utilisés la nuit quand les cadres n'étaient pas en service dans l'usine. «Aurient-ils eu peur qu'un accident arrive de jour ? Ces produits, qui ont des pouvoirs irritants, il est impossible d'en connaître les caractéristiques.»

Monsieur Marcel (Boussac le fondateur) fait du paternalisme un mode de management : il lui arrive de faire glisser de sa part un billet de 100 francs à un ouvrier «méritant et pauvre». Ce procédé, croit-il, l'autorise à payer des salaires de misère. Après douze ans de maison, un ouvrier préparateur de bains, qui est chargé des travaux de laboratoire, gagne 2 080 F, et un enrouleur, qui reçoit les pièces en fin de parcours pour le pliage, doit vivre avec le SMIC.

Pour faire passer sa politique d'exploitation, Boussac à Moyenmoutier comme d'ailleurs dans l'ensemble de son groupe, cherchait à s'assurer le concours de «représentants du personnel» partisans de la collaboration de classe. Aujourd'hui, face à la menace du chômage, la CGT a gagné des sièges aux élections de délégués. Son problème, comme le souligne la discussion avec les militants, est de trouver



les moyens qui permettent d'assurer qu'il n'y aura pas un seul chômeur de plus dans la vallée du Rabodeau.

Le pouvoir ne peut plus abuser qui que ce soit avec des promesses de reclassement car ici l'alternative est dramatique : soit être chômeur dans sa vallée, soit le devenir rapidement ailleurs après de vaines tentatives de reclassement. L'exemple de la sidérurgie lorraine toute proche est présent dans les mémoires. Ceux qui ont quitté leur région se sont souvent retrouvés chômeurs à Fos.

Aujourd'hui, le mot d'ordre «Pas de licenciements sans reclassement» ne fait plus illusion. Tirant les leçons d'un échec, c'est le mot d'ordre «Pas de licenciements du tout» qui est défendu par les travailleurs.

Au blanchiment de Moyenmoutier, les 163 licenciements que prévoyait le «Plan Petit», le liquidateur nommé par le neveu Boussac, sont catégoriquement refusés par tous. Le sursis accordé par les pouvoirs publics au trust Boussac pour présenter un nouveau plan doit être mis également à profit par les ouvriers du textile pour se préparer à faire échec à toutes nouvelles menaces.

Bernard PELO



LUTTES OUVRIERES

CGT-CFDT : premiers bilans sur les négociations

Depuis le début des visites des directions syndicales à Giscard, Barre et Ceyrac, un certain nombre de faits ont montré, mieux que les discours du gouvernement et les espoirs de certains dirigeants syndicaux, ce que signifiait «l'ouverture sociale» sous le troisième plan Barre. La récente lettre de Ceyrac aux syndicats et aux Chambres patronales, l'échec que constituent les premières discussions dans la fonction publique, l'absence de perspectives même dans certains secteurs nationalisés, sont quelques uns de ces faits. Pour les directions syndicales CGT et CFDT, qui ont depuis les élections, mis ces promesses de négociations au centre de leurs préoccupations, l'heure est à un premier bilan. La CGT, par la voix de Krasucki et de Séguy, la CFDT, par un article dans *Syndicalisme Hebdo*, tirent leurs premières conclusions.

A LA CGT : NÉGATIF

«Contrairement à la présentation parfois tapageuse de certains moyens d'information qui prétendent y voir une perspective de négociations étendues susceptibles de résoudre les problèmes sociaux urgents, cette lettre n'annonce que des rencontres de portée réduite dans un esprit très restrictif et à certains égards négatif parce qu'il s'agit de remettre en question des conquêtes sociales des travailleurs. C'est le cas en matière de durée du travail et de l'indemnisation du chômage notamment».

C'est ce que déclarait Krasucki, après réception de la lettre du patron du

CNPF. De toute évidence, et bien que par ailleurs la Confédération ne lance guère d'initiatives de lutte, elle ne semble pas placer non plus beaucoup d'espoirs dans ces négociations.

A LA CFDT : LIMITÉ

«Le champ des négociations est extrêmement limité», déclarait de son côté la direction CFDT. Cela dit, elle continue à orienter toute action vers ces négociations ! «L'élargissement des négociations, la qualité des résultats dépendent de la mobilisation, de la pression et de l'action des travailleurs dans les entreprises»...

Et dans *Syndicalisme Hebdo*, d'un côté, elle fait une liste plutôt sombre où les négociations se sont soldées par des échecs, et de l'autre, elle consacre un dossier à «cinq axes pour l'action et la négociation» ! Pour ce qui est du SMIC, elle n'envisage pas même la possibilité qu'il soit carrément supprimé. Pour ce qui est de la Banque d'heures proposée par Ceyrac, elle parle encore «réalisme» : «La CFDT n'est pas dupe de ce que peut cacher un tel discours. Mais elle n'est pas non plus hostile à toute évolution...» ! Alors que de toute évidence, il ne sortira rien de bon pour l'ensemble des travailleurs, la direction CFDT affirme : «qu'elle fera évidemment preuve de toute la fermeté dont elle est capable pour éviter tout accord qui ne se traduirait pas par une avancée par rapport à la situation présente». Tout cela est d'un vague inquiétant.

Agence Aigles

VICTOIRE POUR LES CLAVISTES

Après trois semaines de grève, le patron du groupe AIGLES a été contraint de rencontrer lui-même les clavistes, de leur accorder une augmentation de salaire mais refusait toujours la reconnaissance de leur statut de travailleuses du Livre. Elles ont gagné car leur mouvement a mis à lui seul en péril tout le groupe de presse dont la vente des publications était en chute libre. Elles ont obtenu que les salaires passent de 1 900 F à 2 359 F mais elles devront engager une nouvelle lutte pour que le statut d'ouvrière de la presse leur soit accordé. Pour la direction cette reconnaissance de qualification que refusent tous les patrons de presse aurait constitué un précédent, ils s'y sont refusés. Aujourd'hui les clavistes ont repris le travail en montrant qu'elles avaient raison de se battre alors même que pour bon nombre d'entre elles c'était la première lutte, d'autant plus difficile que les syndicats de la presse en particulier CGT marquaient peu d'empressement à les soutenir. Une réaction d'aristocratie ouvrière à l'égard de celles qu'ils nommaient «les minettes» ? Elles toutes seules, elles ont fait plier le groupe qui édite le *Dauphiné Libéré* et *Le Progrès* de Lyon : un exemple.

Cavers-Zenith (Vaulx-Le-Pesnil et Choisy)

«QUAND UN PATRON DE PME S'ENRAGE»

La grève massive et déterminée des femmes de chez Zenith continue. C'est la plus longue grève qu'elles aient menée (cela fait 12 jours maintenant). Alors du côté direction on emploie tous les moyens pour casser la grève.

Leurs revendications : 7 % d'augmentation, la garantie de l'emploi, la cinquième semaine de congés payés, 40 h sans perte de salaire, l'augmentation de la prime de transport.

LA PROVOCATION DU VENDREDI 9

Ayant recruté un mercenaire et un camion chez Malissard le patron force la porte et coupe les chaînes malgré l'opposition des ouvrières (voir photo). Le piquet de grève se reforme pour bloquer la sortie des marchandises. Le camion force alors le piquet. Les femmes s'écartent pour ne pas être écrasées tandis que le patron insulte les ouvrières immigrées : «Retournez chez vous, allez faire ça dans votre pays».

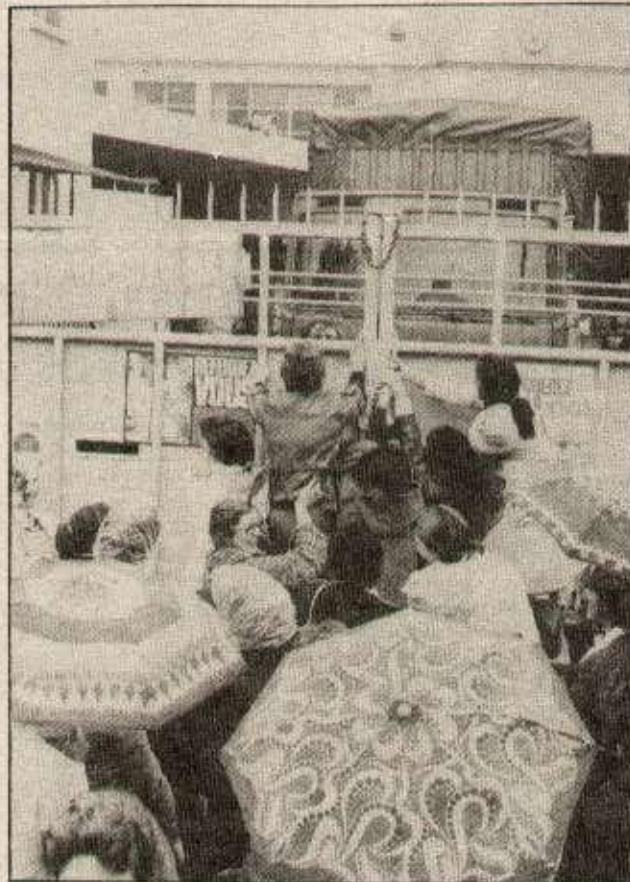
«LAISSEZ RENTRER LES BUREAUX»

Mardi dernier le patron demande au piquet :

«Laissez rentrer les bureaux. C'est pour les paies. Si vous ne les laissez pas rentrer c'est la paie de vendredi qui va sauter». Les grévistes laissent rentrer et dès la fin de la semaine une lettre du patron arrive où il dit : «Un certain nombre de personnes ont souhaité travailler et en ont été empêchées. Nous demandons à celles-ci de nous le faire savoir le plus rapidement possible». Ce qui revient à effectuer un vote pour la continuation de la grève par la poste. Au lieu de taper les paies, c'est donc ces lettres que les dactylos avaient faites toutes l'après-midi !.

LE COUP DE L'HUISSIER

Mardi encore le patron convoque un huissier. La maîtrise s'approche mais sous les quolibets des femmes, n'ose pas forcer le piquet de grève. On le voit le patron a plus d'un tour dans son sac. Jusqu'à présent toutes ces tentatives se sont brisées devant la clairvoyance et la fermeté des grévistes. La solidarité financière se développe de pair avec la population. Un indice parmi d'autres : nous avons recueilli avec les grévistes 350 F sur le marché du 8 mai dimanche matin à Vitry. Les «Ca-



Les ouvrières empêchent le camion de sortir de l'usine.

vers» doit tenir. Leur victoire serait un encouragement à d'autres luttes sur la zone. Envoyez vos dons à : Comité d'entreprise Ca-

vers, 4 rue du Docteur Roux Choisy, 94 200.

Cellule F. Yveton du PCRml

Nantes : Guilnouard occupée depuis mercredi 120 F POUR TOUS A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL

Sur les grilles de chez Guilnouard, une grande banderole : «Usine occupée, grève illimitée», deux drapeaux rouges, un de la CGT, un de la CFDT. Derrière le portail, c'est une des usines les plus vétustes de Nantes : les ateliers et les machines datent du début du siècle. La sécurité et les conditions de travail aussi !

Pas un jour ne se passe sans un accident : des presses qui retombent toutes seules, comme le mois dernier, où une fille a encore eu un doigt coupé. L'usine fabrique du matériel de quincaillerie.

DEPUIS QUINZE MOIS, LE CHANTAGE A LA FERMETURE

Guilnouard est en dépôt de bilan depuis quinze mois. Le syndic a toujours refusé d'accorder la moindre revendication, jouant sur l'état financier de l'usine. Mercredi dernier à nouveau, les délégués syndicaux retournaient les mains vides devant les travailleurs. Mais cette fois-ci, le chantage à la fermeture n'a plus marché. «Ce que nous proposons, c'est que quand il y aura 100 millions de bénéfice, il accorde 1 % d'augmentation. Cela fait 15 mois que cela dure, et ça peut durer encore une quinzaine d'années à ce rythme là. Or il y a du travail, puisque l'on fait

42 h et qu'il embauche des intérimaires».

L'assemblée générale, à mains levées, décide alors de la grève. «C'est clair que faire des petits mouvements tournants, ça ne suffisait pas. Alors tous les travailleurs ont décidé que la seule forme valable, c'était l'occupation». Les travailleurs, chez Guilnouard, sont pour deux tiers des femmes, qui font le travail le plus sale. Les salaires : un OS gagne 1 800 F si c'est une femme, et 2 000 F si c'est un homme. C'est contre cette discrimination qu'une des principales revendications est l'égalité des salaires, hommes et femmes.

Aussitôt après le début de la grève, le patron envoyait une lettre à chaque ouvrier, pour conti-

nuer encore le chantage à l'emploi. Mais en même temps, tout le monde est bien conscient de l'importance de cette lutte. Un délégué résumait ainsi : «Des entreprises en dépôt de bilan, il y en a plein en France, mais il y en a très très peu qui partent en lutte dans ces cas là pour les salaires, de peur de perdre leur emploi».

GUILNOUARD, LMT, WARIN : MANIFESTATION COMMUNE CETTE SEMAINE

Comme à LMT, 3 délégués syndicaux de chez Guilnouard ont été assignés en référé. Le jugement devrait être connu lundi midi. Mais il semble que le jugement sera de 1 500 F par heure de piquet de grève. Comme à LMT, la peine est très forte. Ici en plus, on craint l'intervention des flics : «Tous les non-grévistes doivent se présenter lundi à 7 heures, les portes de l'usine seront ouvertes», déclarait bien haut le patron.

Face à cette intransigeance, comme à LMT ou chez Warin, où la grève dure depuis plusieurs semaines, la première riposte d'ensemble sera une manifestation des entreprises en lutte de Nantes, mercredi, devant la chambre patronale. Première riposte d'ensemble mais qu'il faudra encore développer. L'Union Locale CFDT, quant à elle, visait encore bien moins haut, proposant seulement une manifestation des Métaux, et non Inter-professionnelle.

La popularisation de la lutte de chez Guilnouard va commencer cette semaine. En direction des chantiers, sûrement, situés à quelques centaines de mètres, mais aussi de LMT en lutte depuis 8 semaines aujourd'hui, et où la lutte se renforce de jour en jour. «Si ici le patron s'abaisse, les autres comme LMT seront bien obligés de s'abaisser», disait un travailleur de chez Guilnouard. Plus que jamais, il faut favoriser la convergence de ces luttes.

Corresp. NANTES

PÉTITION DE SOLIDARITÉ AVEC LES EXPULSÉS DU MARAIS (Paris)

«Depuis plus de 3 ans, les habitants du quartier du Marais à Paris luttent contre les projets de rénovation de la Ville de Paris et des sociétés immobilières soutenues par le pouvoir en place.

Ces projets visent délibérément à expulser la population locale, à la déporter en banlieue, à briser toute forme de vie populaire en transformant le Marais en quartier-vitrine et en réserve de luxe.

Organisés en comités de défense, regroupés dans l'Intercomité du Marais, les habitants ont dans un premier temps (1974-75) fait échouer le projet Maeght qui visait à octroyer gratuitement l'îlot Beauvais au riche négociant d'art, en expulsant sans relâche les habitants, déclarés «locataires à titre précaire», en référence à un arrêté de Vichy.

Dans un second temps, les habitants ont formulé leur propre conception de la rénovation :

- réhabilitation des immeubles laissés volontairement à l'abandon par la Ville de Paris, trouvant là le prétexte d'insalubrité dont elle avait besoin pour justifier la rénovation de luxe et la vente du quartier à des privilégiés.

- Maintien dans les lieux de la population locale

- Ouverture des logements vides aux mal-logés
- Réintégration des habitants expulsés

- Mise à disposition de locaux à usage collectif.

Ils ont formulé également leur propre conception de la lutte, refusant farouchement de s'exiler en banlieue pour être définitivement normalisés, en réanimant le quartier, en soutenant les travailleurs mal logés, en réoccupant les logements vides que la Ville de Paris avait fait murir depuis longtemps.

Ils ont affirmé par là qu'un quartier, c'était un tissu humain plus qu'un tissu de pierres.

Ainsi l'an dernier, après leur expulsion par la police de l'îlot Saint-Paul, deux familles occupantes soutenues par l'ensemble de la population, avaient obtenu leur relogement dans le quartier. Depuis, un calme pré-électoral régnait.

Les choses ont changé ces jours-ci. Le 12 mai au matin, armés de mousquetons, les CRS et la police aux ordres de la Ville de Paris ont procédé par les



pires méthodes à l'expulsion de cinq familles locataires en titre, rue Saint-Paul et Quai de l'Hôtel de Ville, ainsi que de la famille Saada, résidente depuis toujours dans le quartier.

Mal-logée, quatre enfants, cette famille a vécu à 6 personnes dans 8 mètres carrés pendant 10 ans avant d'occuper un logement rue François Miron, dont la Ville de Paris encaissait depuis 18 mois les loyers et lui donnait quittance.

Il est clair qu'en visant Yolande Saada, dont la lutte avait été un exemple de la détermination de la population du Marais, et cela sans même qu'un projet de rénovation soit en cours Rue François Miron, le pouvoir, la Ville de Paris, les sociétés immobilières entendent venir à bout de la résistance populaire que les habitants ont opposée de façon tout à fait autonome.

Les signataires de cet appel dénoncent l'hypocrisie de la Ville de Paris et des pouvoirs publics qui usent du discours de la concertation pour mieux masquer leur politique de violence policière et d'expulsions «pour l'exemple». Ils demandent que cessent les manœuvres d'intimidation policière et administrative à l'égard des habitants du Marais.

Ils s'affirment solidaires des familles occupantes et de l'Intercomité qui font face à un procès intenté par la RIVP qui leur réclame 12 millions d'anciens francs par mois d'occupation pour «retards de travaux» et «incitations

à des occupations illégales». Ils estiment que l'existence de centaines de logements vides face à l'état de nécessité des mal-logés et des expulsés, et à leur revendication de rester dans le quartier d'origine ou d'affinité constitue une véritable provocation qui ôte toute légalité aux expulsions.

- Ils exigent la réintégration immédiate de tous les expulsés dans le Marais.

- Ils appellent le plus grand nombre de personnes et de comités à signer et à faire signer cet appel et à souscrire au soutien financier.

Jean Jaulin

Les signatures sont à envoyer à l'Intercomité du Marais et au Comité de soutien :

Claude BERGER
7, rue des Lyons St Paul
Paris 4^e

Premiers signataires :
Claude Berger, C. et J. Broyelle, F. Châtelet, Jean Chesneaux, Gilles Deleuze, M. J.J. de Félice, Gérard Fromanger, J.P. Faye, Félix Guattari, D. Guérin, André Gorz, Pierre Halbwachs, M. M. Tubiana, Haroun Tazieff.
Les journalistes soussignés du Quotidien du Peuple s'associent à cet appel : Claude Ancher, Pierre Pujol, Pierre Châtel.

Menaces sur l'agence France-Press

Après Radio Monte-Carlo, passée sous le contrôle du très giscardien Michel Bassi, les mutations survenues à l'agence Havas, qui devraient déboucher sur une nomination d'un autre fidèle du président de la République, va-t-on voir encore un giscardien mettre la main sur l'agence France-Press ? Cette fois, la «normalisation» se fait bien menaçante, car il s'agit là de la source de toutes les informations, triées ensuite et diffusées par les journaux et les chaînes de radio-télévision. Désormais, le contrôle pourrait donc se faire beaucoup plus haut, et qui tient l'AFP contrôle la presse.

La candidature au poste de PDG de l'agence, avec une nomination considérée comme probable, de Roger Bouzinac, a soulevé un tollé général parmi les journalistes. Giscardien notoire, Roger Bouzinac est considéré comme l'homme le mieux à même de concrétiser l'alliance des patrons de la presse avec le pouvoir, c'est ce qu'ont dénoncé, notamment, dès jeudi dernier, l'intersyndicale de l'AFP et l'Union nationale des syndicats de journalistes.

Non seulement la nomination éventuelle de Bouzinac confirmerait la «série de manœuvres qui ont permis au pouvoir de placer des hommes à lui à des postes clés de l'information et de la publicité», mais il serait encore question de restructurer l'AFP. Celle-ci serait désormais divisée en deux départements, dont l'un couvrirait l'étranger et l'autre serait chargé de la France, et rédigerait des articles tout prêts à être imprimés, qui s'adresseraient avant tout aux journaux de province. Là encore, les menaces sont lourdes qui pèsent sur la liberté de la presse.

Dieppe : 4 délégués CGT licenciés chez Alpine Renault

Parce que les ouvriers refusaient de reprendre le travail, la direction d'Alpine Renault à Dieppe a décidé de licencier 4 délégués CGT, et projette de faire effectuer le travail à Renault Flins. Pour le respect des droits syndicaux, la Régie, toute nationalisée qu'elle soit, n'est pas en reste sur les patrons du secteur privé !

Le nouveau hold-up de Mesrine

«JE FAIS PARTIE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE»

• Mesrine a encore frappé et cette fois-ci au casino de Deauville. Une fois de plus, la police et le ministère de la Justice auraient pu sombrer dans le ridicule si cela n'avait déjà été le cas depuis son évasion de la prison de la Santé. On savait Mesrine ambitieux, vantard, prêt à beaucoup pour parfaire son image de marque et accéder au registre historique des «grands de la cambriole». Ce qui vient d'arriver le confirme tout normalement !

Vendredi, 22 h 30 : deux hommes poussent la porte du commissariat de Deauville : «Je suis le commissaire Donner. Allez me chercher l'inspecteur de permanence» explique le plus grand. «Il est absent», «Bon, je repasserai demain».

Dix minutes après, la sonnette d'alarme du casino sonne au commissariat... Au casino, c'est le même manège «Je fais partie du ministère de la Justice. Je suis Marcel Villard. Je désire voir M. Gilbert» (le PDG des casinos de Deauville). M. Gilbert étant absent, le gangster exhibe une carte rayée tricolore et demande le directeur des jeux. Très

discrets, les gangsters entendent leurs vestes, montrant leurs armes au directeur des jeux et demandent la caisse, 7 millions anciens. «Il est même rentré dans la caisse, et a fouillé partout pour être sûr de ne rien oublier», raconte le surveillant du casino. Puis, l'un des deux gangsters lâche au caissier à demi-voix «Je suis Mesrine. Vous avez sans doute entendu parler de moi». Le caissier s'effondre immédiatement, victime d'un malaise cardiaque... C'est la deuxième attaque en un mois et demi au casino de Deauville. «Devant un début de saison si dangereux, on devrait être obligés de faire appel à des

parachutistes», déclare depuis M. Gilbert, dont la confiance en la police est ruinée, mais, dont le moral semble encore tenir... grâce aux sinistres exploits des paras au Zaïre. Sortant du casino, les deux gangsters se trouvent face à face avec les flics. Ils n'hésitent pas à tirer. Dans la fusillade qui suit, deux passants sont blessés, dont une femme grièvement. Les gangsters prennent la fuite, ils forcent un nouveau barrage de police. Leur voiture sera retrouvée quelques kilomètres plus loin. Depuis, 300 gendarmes mobiles, deux hélicoptères et la brigade anti-gang sondent le bois tout proche... Entre temps, la police a pu vérifier que le fameux commissaire Donner n'est autre que Mesrine, que la carte «officielle» qu'il a présentée au casino est celle qu'il a dérobée à son gardien de prison à la Santé.

Avec ce nouveau coup, Mesrine, qui aime faire parler de lui, a voulu à

l'évidence ridiculiser un peu plus le ministre de la Justice et récupérer quelques millions pour préparer ses futurs hold-up. Mais au-delà du duel entre un truand à la gachette facile et un ministre champion d'ordre et de «sécurité», des menaces se précisent.

L'évasion de Mesrine a servi de prétexte pour faire passer un renforcement des modalités d'internement dans les quartiers de «haute sécurité», au moment même où une campagne contre ces super-prisons était engagée. Des super-prisons qui ne seront pas toujours réservées à des truands (à qui les relations et l'argent de leurs précédents hold-up permettent souvent de s'évader). Enfin, le mythe de l'«ennemi public N° 1» en liberté (après Maupetit, Mesrine) permet au pouvoir d'alimenter régulièrement sa campagne pour la sécurité et contre les libertés.

Pierre PUJOL

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

INTERNATIONAL

● Propositions de Giscard sur le désarmement

● Le non soviétique

«C'est bien de l'effort de ces deux pays que dépend en priorité, l'arrêt de la course aux armements» disait Giscard la semaine dernière, en parlant des deux superpuissances. Tout en contestant le monopole des superpuissances dans le domaine des négociations sur le désarmement, il faisait donc paradoxalement appel à leur bonne volonté. Autre ambiguïté de ses propositions : elles visaient à inclure encore davantage la question de la défense nationale française dans le cadre d'un marchandage global USA-URSS.

Si les propositions de Giscard ont été plutôt bien accueillies par certains pays du Tiers-Monde, auxquels il avait d'ailleurs emprunté certains points de leur plan, il n'en a pas été de même des superpuissances. La réaction américaine a été polie, sans plus : «Les Français sont revenus avec quelque chose de concret» déclarait le représentant de Carter. Mais en fait les USA refusaient le principe d'une agence internationale de contrôle par satellites et trouvaient dans l'ensemble les propositions françaises peu réalistes.

Quant aux réactions de l'URSS, elles ont été franchement négatives. Gro-

myko déclarait «Il faut agir avec beaucoup de prudence en ce qui concerne le mécanisme international de ces négociations... Nous ne croyons pas nécessaire de renoncer à des voies de négociations déjà existantes ou de procéder à leurs restructurations radicales».

Son porte-parole avait été encore plus net. «Nous n'aimons pas du tout ce discours. Nous n'aimons surtout pas cette proposition de conférence européenne sur le désarmement. Nous avons proposé nous-mêmes une conférence mondiale sur le désarmement et nous estimons que la proposition française limitée à l'Europe ne répond pas aux nécessités». Il est évident que l'URSS ne pouvait admettre une négociation globale «de l'Atlantique à l'Oural» incluant les forces situées sur son territoire, ce qui remettait en cause son avantage dans le domaine des forces conventionnelles. Pour noyer le poisson, Gromyko a mis en avant les habituelles propositions démagogiques d'interdiction de la bombe à neutrons et de «désarmement total». L'Humanité de samedi, selon l'habitude du journal du PCF, emboîtait le pas à l'URSS en faisant une large place à ses thèses.

1948-1978 : «PALESTINE VIT ET RESISTE»

Dimanche après-midi, de 14 h à 19 h, un meeting pour commémorer 30 ans d'exil et de lutte du peuple palestinien, s'est déroulé à la Mutualité.

Ce meeting organisé par l'AMFP (Association Médicale Franco-Palestinienne) et l'Union Générale des Étudiants Palestiniens, a été un succès. Dans la grande salle de la Mutualité, pleine, on remarquait notamment la présence de nombreux travailleurs et étudiants arabes.

Le Pr. Larivière, président de l'AMFP, a ouvert le meeting en présentant la tribune où avaient pris place le Pr Fathi Arafat, président du Croissant Rouge Palestinien, Ezzedine Kalak représentant de l'OLP en France, l'animateur de la troupe des arts populaires de la Révolution palestinienne qui, par ses poèmes, ses chants, et ses danses, a animé le meeting, et une jeune Française ayant participé activement dans la période récente au combat sanitaire, dans le domaine des transfusions sanguines.

Dans son intervention, le représentant de l'OLP en France a rappelé la signification des 30 ans de lutte contre l'occupation sioniste de la Pales-

tine, l'importance de la guerre qui s'est déroulée au Sud-Liban, la portée de la Résistance, et la signification de la présence des Casques Bleus, actuellement dans cette partie du Liban. Il a réaffirmé les objectifs de la lutte du peuple palestinien, en soulignant la détermination de ce peuple à poursuivre son combat.

Quant au Dr. Fathi Arafat, il devait exposer brièvement le sens du combat sanitaire de la Révolution Palestinienne évoquant la participation active du Croissant Rouge Palestinien à la guerre du Liban ; puis il a affirmé : «Chaque fois que les sionistes détruisent un hôpital au dessus du sol, nous en construisons deux en dessous» et «nous avons ouvert une maternité où chaque jour, 10 fedayins naissent.» Ces interventions ont été

très chaleureusement applaudies par les participants.

La seconde partie du meeting était consacrée à la troupe des Arts populaires : des poèmes à la gloire de Dalal Moghrabi, combattante du Fath, tuée lors de l'opération Kamal Adouane, à Tel Aviv, des poèmes à la gloire des fedayins, pour le retour à la Palestine, alternaient avec des danses et chants populaires de Palestine, de plusieurs régions.

Une chanson méritait particulièrement attention : celle réalisée en souvenir de la rencontre du meeting de 1974, entre une jeune juive antisioniste et les enfants des martyrs palestiniens. Cette chanson s'est terminée par des slogans soutenant la lutte des juifs anti-sionistes.

Pendant le meeting et particulièrement durant

l'entracte, des slogans en arabe et en français de soutien à la guerre populaire, à la Palestine à la Résistance au Sud-Liban, ont été massivement repris par l'assistance. Et le soutien à l'OLP et à son dirigeant Yasser Arafat s'est exprimé pendant tout le meeting.

Enfin, le meeting s'est terminé par une pièce de théâtre de la section AMFP du Mans et un montage diapos de l'AMFP, fort appréciés.

Ce meeting, qui permettait d'avoir à Paris un témoignage de la vie bien réelle du peuple palestinien, de sa lutte, de son combat sanitaire, de son expression culturelle, fournissait une réponse à l'odieuse campagne sioniste, orchestrée en haut lieu, et qui n'a cessé de se développer en France ces dernières semaines.

Yomna EL KHALIL

Grenoble

Meeting de l'AMFP

C'est dans une ambiance enthousiaste que s'est déroulée pendant six heures la rencontre avec le peuple palestinien organisée par l'Association Médicale Franco-Palestinienne, et par les Unions des étudiants libanais et palestiniens à Grenoble. Les nombreux participants français ou étrangers, travailleurs immigrés ou étudiants de plusieurs pays arabes, purent exprimer leur amitié et leur solidarité pour la cause palestinienne. Le moment le plus attendu était celui de la déclaration que devait faire la délégation venue de Pa-

lestine, dirigée par le docteur Fathi Arafat, président du Croissant Rouge Palestinien. Cette rencontre avec des dirigeants de l'OLP était un événement pour Grenoble.

De nombreux éléments sur l'histoire du peuple palestinien contre l'expansion sioniste, lutte dirigée par l'OLP, furent donnés au cours des différentes interventions effectuées par des patriotes libanais, par un cadre médical français qui avait travaillé durant trente mois au sein du Croissant rouge palestinien, relatant le combat politique, militaire

et social si difficile du Croissant Rouge palestinien.

Le docteur Larivière, président de l'AMFP, dénonça le sionisme et «le terrorisme intellectuel orchestré par les sionistes en France» qui récemment à Rouen, le fief de Lecanuet, réussirent à empêcher la tenue d'une réunion sur la Palestine à la MJC. Le docteur Larivière fit appel au soutien moral et politique, au soutien matériel dont la cause palestinienne a un besoin urgent pour vaincre.

Corresp. GRENOBLE

INFORMATIONS GENERALES

Pau

Les lycéens en grève depuis une semaine

Depuis le lundi 22 mai, les lycéens paalois sont en grève. Ce jour-là, les lycéens de Louis Barthou votent à 70 % la grève, pour protester contre le renvoi de plus de 40 élèves et la non-participation des parents et des élèves aux conseils de classe et d'administration. L'après-midi, c'est au tour des lycéens de St-Cricq et Barinco de se joindre au mouvement. Devant l'intransigeance de l'administration — un élève est même giflé par le proviseur de Louis Barthou — une manifestation de mille grévistes marche sur l'Inspection Académique.

L'inspecteur refuse de recevoir la délégation. Le lendemain, le CET Honoré Bardat se solidarise. Une nouvelle manifestation regroupe près de 1 500 personnes ; les JC qui dirigeaient jusqu'ici le mouvement commencent à être débordés : aux mots d'ordre «A bas Haby» ou «Il y a de l'abus, on est à bout» se substitue «A bas l'école des flics et des

patrons». Comme la veille, l'Inspecteur Académique refuse toute rencontre, cette fois un groupe de manifestants ouvre les portes. Malgré le côté pacifique de l'occupation, la police intervient brutalement contre 300 lycéens. Le mercredi, les militants de la JC proposent de reprendre les cours, tandis qu'une majorité se dessine en faveur de la poursuite de la grève. Le lendemain un tract où s'expriment les deux tendances est diffusé sur tous les lycées, et en Assemblées générales, la grève est reconduite.

Des commissions par lycée sont mises en place, qui souffrent toutefois d'un certain manque d'organisation et de coordination. Nouvelle manifestation de 2 000 lycéens : elle doit s'opposer à des provocateurs fascistes qui tentent, en vain, par des violences gratuites de faire intervenir les CRS, dont quatre cars stationnent devant la préfecture.

Vendredi enfin, le PCF intervient. Dans un tract, il s'adresse aux lycéens pour attaquer «les gauchistes» : «Ils ont constamment visé par leurs actes à affaiblir votre mouvement, à vous priver du soutien de la population» ou encore «s'il fallait encore faire preuve de l'alliance objective des pouvoirs publics et des gauchistes, elle est facile aujourd'hui». En fait d'alliance objective, celle du PCF avec l'administration paraît à beaucoup plus claire. Au moment en effet où il déverse ses calomnies pour diviser le mouvement, l'administration de son côté, profitant du manque d'organisation des lycéens fait courir des bruits de répression, et les proviseurs surveillent étroitement l'entrée des lycées. Quelle que soit l'issue de la lutte, de nombreux lycéens ont pris ces jours-ci mieux conscience de la nature du système scolaire ainsi que des manœuvres du PCF.

D'après notre correspondant de Pau

Visite du roi Khaled d'Arabie Saoudite

La visite du roi Khaled d'Arabie Saoudite cette semaine à Paris, un an après celle de Giscard dans ce pays, revêt une grande importance pour l'impérialisme français. Alors que l'Arabie Saoudite demeure le plus important fournisseur de pétrole brut de la France, la balance commerciale reste déficitaire pour celle-ci. Pourtant les ambitieux projets de développement de la classe dirigeante de ce pays laissent espérer des contrats «fabuleux» suivant l'expression consacrée. Sur le marché saoudien, la France n'est qu'au septième rang (4 %) loin derrière les USA, le Japon, l'Allemagne, la Grande-Bretagne. Les industriels français espèrent améliorer leurs po-

sitions dans le domaine de l'armement et de l'aéronautique, les dirigeants saoudiens semblant vouloir éviter une dépendance exclusive des USA dans ce domaine.

Un des thèmes évoqués au cours de la visite de Khaled peut être également l'investissement de pétrodollars dans l'économie française. Ceux-ci se sont récemment développés, avec le groupe financier Tag d'Akram Ojjen (intermédiaire de la famille royale) qui a acheté la France et dont on avait parlé à propos de Terrin.

Mais l'Arabie Saoudite, en même temps que les autres producteurs de pétrole arabes développe aussi ses investissements et son aide aux pays afri-

cains. Les pétrodollars sont en Afrique une arme pour contrer l'influence de l'URSS. Nul doute que dans ce domaine des convergences de vues et d'intérêts existent entre les deux gouvernements et que ce point sera à l'ordre du jour des conversations de Giscard et de Khaled.

RFA

Deux femmes, se faisant passer pour des avocates, ont réussi samedi à faire évader Till Meyer de la prison de Berlin-Ouest. Till Meyer était accusé d'avoir participé à l'enlèvement du président de la CDU, Lorenz en 1976.

35 GREVES DE LA FAIM AU CHILI ET DANS LE MONDE

● Pour la libération des prisonniers o Pour
exiger la vérité

Le week-end, la rue des Lyons St Paul (Paris) a connu une animation peu habituelle. La cour du local paroissial de l'église Saint-Paul du Marais abrite traditionnellement de nombreuses associations du quartier dont l'Inter-Comité du Marais. Depuis deux jours, il est devenu un lieu de rassemblement des réfugiés politiques chiliens vivant en France (ils y sont près de 5 000) et en particulier du groupe en France des parents de détenus «disparus» et des ex-prisonniers politiques du Chili. Dans la rue, les passants sont invités à signer une pétition, des affiches murales montrent la sinistre tête de

Ils ne sont pas tous seuls à faire la grève de la faim. En réalité, cette initiative est partie du Chili. Depuis le 22 mai, près de 140 personnes appartenant à l'association des familles des prisonniers politiques «disparus» au Chili ont entrepris une grève de la faim illimitée dans trois églises de Santiago, au siège de l'UNICEF et au siège de la Croix Rouge Internationale — treize religieux ont même rejoint le mouvement de grève en signe de solidarité.

De plus, le mouvement est très large. Dans 31 endroits différents touchant 15 pays, la même lutte commence. C'est la

troisième de ce genre menée par les familles des disparus.

La première avait eu lieu en juin 1977. Un groupe de femmes avait occupé les locaux de la CEPAL pour obtenir des informations sur le sort des 2 500 disparus. Un premier résultat avait été obtenu : Pinochet s'était accordé avec K. Waldheim, secrétaire général des Nations-Unies et lui avait promis une réponse.

De réponse, il n'y en eut jamais. Par contre, une délégation de l'ONU rendait publique une condamnation des atteintes aux droits de l'homme au Chili. C'est alors que Pinochet

organise une farce de référendum. Une nouvelle grève de la faim de 2 jours est organisée en décembre 1977 à l'église San Francisco de Santiago.

A chaque fois, des membres de la junte ou Pinochet lui-même avaient pris l'engagement de donner des informations sur la situation des 2 500 prisonniers politiques disparus. Mais jamais de réponse.

Où plutôt si, mais une réponse dangereuse puisqu'il s'agit du décret-loi d'Amnistie du 19 avril 1978. Annoncé partout comme une bonne nouvelle, la junte essayait d'améliorer son image ternie en faisant semblant d'accor-

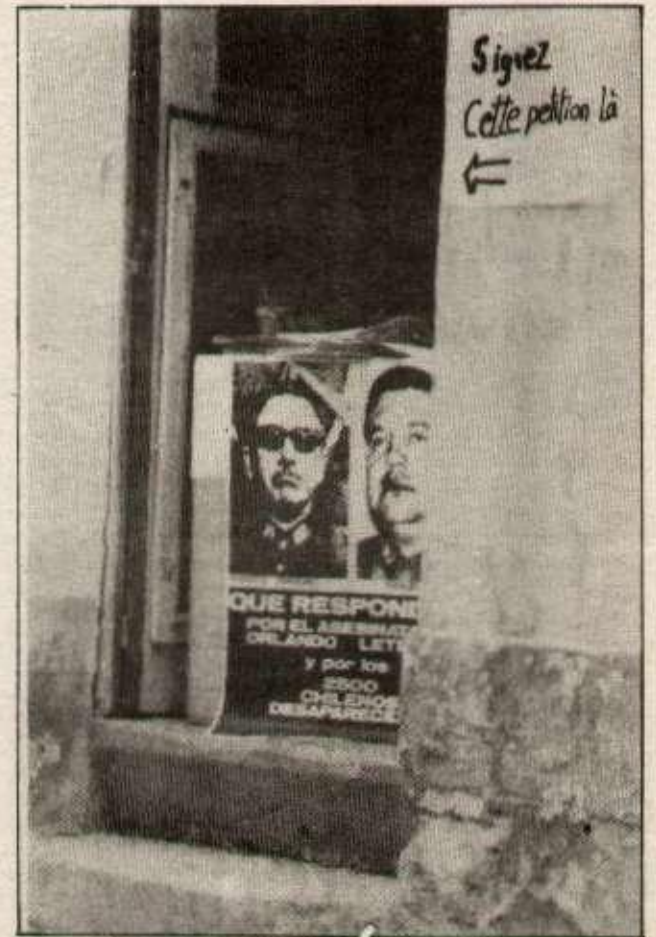
der une amnistie aux victimes de sa politique répressive. Or il n'a en rien assoupli son régime d'état de siège puisque levé le 10 mars de cette année il est remplacé par un «état d'urgence» qui est encore un régime d'exception ayant pratiquement les mêmes caractéristiques juridiques que l'état de siège.

De plus, l'amnistie ne touche que ceux qui ont commis des délits de droit commun ou politiques depuis le 11 septembre et... qui n'ont pas été pris puisque en sont exclus les personnes actuellement en procès ou déjà condamnées. Or la plupart des prisonniers politiques ne sont pas reconnus comme tels mais accusés de «délinquance». Le secret ne les touche donc pas. Par contre les seuls amnistiés sont les anciens agents de la PIDE et les criminels d'Etat puisqu'ils n'ont jamais été condamnés et sont bien reconnus comme prisonniers politiques.

C'est un décret qui a donc pour but d'officialiser la détention fasciste et arbitraire et qui renforce le «processus de génocide politique qui a pour objet d'éliminer ceux qui professaient des idées ou des doctrines exclues par l'actuel gouvernement qui les considère comme des atteintes à la Sécurité Nationale».

L'enjeu de cette nouvelle grève de la faim est donc important, puisqu'il s'agit de démasquer la caricature d'Amnistie et de donner un nouvel élan à l'opposition démocratique chilienne.

Une grande unité a été réalisée à l'occasion de ces grèves. «C'est un objectif unitaire de toute la gauche (MIR compris) auquel s'est joint la démocratie chrétienne et l'église chilienne». Celle-ci s'est décidée à la suite d'une manifestation de droite qui a envahi la cathédrale de Santiago aux cris de «Halte au Marxisme international !» D'autre part, le cœur de cette opposition se trouve au Chili et témoigne d'un renforcement de la résistance chilienne. Déjà le 1^{er} mai une manifestation de 40 000 personnes a eu lieu à Santiago en présence de nombreux représentants étrangers malgré son interdiction et l'arrestation de plusieurs centaines de personnes. De plus l'opposition syndicale (les syndicats sont autorisés) se ren-



force puisque des grèves importantes ont touché les mines par exemple et qu'une coordination nationale des syndicats des mineurs devait se tenir pour envisager la position à adopter par rapport au «décret d'amnistie»: «Il faut situer cela dans une situation où le gouvernement de Pinochet est en crise bien que cela n'affecte pas encore le régime». Élaboré par plusieurs scandales, soumis à la pression internationale,

confronté à un renforcement de la résistance, il ne peut cependant que renforcer la répression tant est faible la base de son pouvoir. Cette grève illimitée qui reçoit un très grand soutien dans tout le Chili donc des chances d'aggraver la crise du gouvernement de Pinochet. Une telle crise renforcerait de nouveau la résistance du peuple chilien et serait donc un pas supplémentaire dans la lutte contre le régime fasciste.

Giscard-Videla, LES BONS COMPTES FONT LES BONS AMIS

La semaine dernière, alors même qu'au Parlement le gouvernement répondait avec embarras sur le problème des 22 Français disparus en Argentine une preuve supplémentaire des bonnes relations entre la France et le régime argentin était donnée par la visite d'information sur le matériel militaire d'un haut personnage argentin, le vice-amiral Lambroschini.

Celui-ci devait être reçu avec tous les honneurs à la base maritime de Brest. Le vice-amiral doit négocier l'achat de Corvettes C 70. Ceci se passe en pleine campagne pour le boycott du Mondial, alors que la dénonciation du régime fasciste argentin s'élargit dans tout le pays. Mais, le gouvernement français n'avait nullement l'intention d'annuler ou ajourner une telle visite, tellement il tient aux relations économiques avec l'Argentine.

En effet, après le Brésil, l'Argentine est le principal pays d'Amérique Latine pour les investissements français, (PUK, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Thomson CSF, Citroën, Peugeot).

La France négocie de très importants contrats d'armement avec le régime argentin. Mais en plus, elle permet à l'Argentine de

fabriquer un avion anti-guerilla le PUCARA, construit avec l'assistance technique française et 70 % de matériel français. Cet appareil pourra être exporté, sans que le gouvernement français soit impliqué officiellement, dans d'autres pays, en particulier les régimes racistes d'Afrique Australe avec lesquels le régime argentin développe des liens.

DIS-MOI
QUI TU HANTES...

A l'ambassade de France en Argentine, dont le personnel a été renouvelé depuis le coup d'Etat, les fascistes argentins trouvent des diplomates avec lesquels ils ne manquent

pas d'affinités. Le N° 4 de l'Épique, journal du COBA, cite quelques-uns de ces individus. L'attaché militaire, le colonel Le Guen, était auparavant dans le même poste en Afrique du Sud : il ne doit pas être trop dépaycé. De Germiny, l'attaché de presse, est un journaliste d'extrême-droite connu comme tel à Paris. Marquez, le vice-consul est lié à la fois au SDECE français et à la police politique argentine. Le fonctionnaire du consulat Gusting jette au panier les demandes de droit d'asile des militants en danger et «égare» les dossiers des disparus. On le voit, Giscard a envoyé à Videla des «interlocuteurs valables».

Hôtel Meurice à Paris licenciés pour avoir refusé de porter les valises de la junte

Jeudi soir à 22 h 30, les militaires argentins sont accueillis par des militaires français en uniforme. Leur voiture est escortée par des motards. Une réception tout ce qu'il y a de plus officiel. Deux liftiers ayant identifié les deux dignitaires de la junte refusent de faire «leur travail»: monter les valises des fascistes. Le directeur les convoque immédiatement et les renvoie. Ils devaient recevoir une lettre de licenciement lundi. Par la suite, la direction de l'Hôtel Meurice donnait la justification suivante: «Nous respectons les idées de chacun mais nous ne voulons pas qu'il y ait de racisme politique ou religieux dans notre établissement...»

Déclaration publique du groupe en France des parents de détenus «disparus» et des ex-prisonniers politiques du Chili

Depuis le 22 mai 1978, près de 140 personnes appartenant à l'Association des familles de prisonniers politiques «disparus» au Chili, ont entrepris une grève de la faim illimitée dans 3 Églises de Santiago, au siège de l'UNICEF et au siège de la Croix Rouge Internationale. Treize religieux ont rejoint le mouvement de grève en signe de solidarité.

— L'année dernière, à la suite d'une première grève de la faim entreprise à Santiago, Pinochet s'était engagé à donner une réponse sur la situation des prisonniers non reconnus par la junte militaire, alors qu'ils ont été arrêtés par les services de sécurité du gouvernement et qu'il existe des preuves irréfutables pour 567 d'entre eux.

En fait, aucune réponse n'a été apportée aux familles. — Les récentes mesures d'Amnistie décrétées par la junte, si elles ont permis la libération de quelques dizaines de prisonniers politiques, profitent essentiellement aux responsables des tortures et des arrestations illégales qui sont «pardonnés» définitivement de tous leurs crimes.

Les bourreaux sont donc amnistiés mais rien n'est dit sur les 2 500 personnes arrêtées par la DINA et dont on ne sait plus rien.

Pour ces deux raisons : le refus de Pinochet de donner une réponse sur la situation des personnes disparues et le scandale d'une soi-disant amnistie qui favorise les tortionnaires, les familles de prisonniers disparus, ayant épuisé tous les moyens d'action, ont pris la décision ultime d'entamer une grève de la faim pour connaître enfin la vérité, sous la consigne «Notre vie pour la vérité».

Dans différents pays du monde, des grèves de la faim ont commencé, en solidarité avec l'action entreprise au Chili même (Mexique, Argentine, Panama, Costa Rica, Canada, États-Unis, RFA, Italie, Angleterre.)

En France, le groupe des parents de détenus disparus et des ex-prisonniers politiques :

apporte son entier soutien à la grève de la faim entreprise au Chili et décide de :

1) Commencer une grève de la faim le vendredi 26 mai 1978, dans le local paroissial de l'Église Saint-Paul du Marais, 7 rue des Lyons, 75004 Paris.

2) Exiger des éclaircissements sur la situation des prisonniers disparus, en particulier sur les 567 cas présentés à la junte.

3) Appeler l'opinion publique française à apporter son soutien aux grévistes.

4) Solliciter de la Communauté Internationale, et particulièrement des autorités françaises, de réclamer du gouvernement chilien des informations précises sur les détenus disparus.

A Paris le 26 mai 1978

Zaire : redéploiement des paras français

Le départ de la moitié des paras français intervenant au Zaire, présenté comme une étape du retrait, constitué en fait, ce lundi, un redéploiement de ces troupes destiné à préparer l'arrivée éventuelle de troupes africaines à Kolwezi. Plusieurs dizaines de soldats marocains y sont déjà arrivés. L'armée zaïroise qui a été incapable de faire face à l'offensive des rebelles est revenue au Shaba et se livre maintenant à une politique de répression, de pillage et de massacre contre la population qui a bien accueilli le FLNC. Mobutu a retiré tout droit civique aux Zaïrois de la province du Shaba et veut aider toutes les zones rurales proches des frontières de la Zambie et de l'Angola. C'est à nouveau une politique de répression aveugle contre l'ethnie lunda qui commence. Cette politique ne peut qu'accélérer la décomposition du régime de Mobutu qu'aucune intervention ne semble pouvoir sauver.

URSS : répression contre les étudiants togolais

Les étudiants togolais, qui sont environ deux cent soixante en Union Soviétique ont manifesté la semaine dernière à Moscou contre la dégradation de leurs conditions de vie en URSS, à cause de la hausse des prix et pour l'augmentation de leurs bourses. Ils ont occupé l'ambassade du Togo de 11 heures à 17 heures jeudi. La police russe est violemment intervenue pour prêter main forte aux flics de l'ambassade. Dix étudiants togolais ont été blessés.

Berlinguer : bilan amer des élections

La semaine dernière, Berlinguer, secrétaire général du PCI, a tenté de tirer le bilan des élections municipales partielles qui, au lendemain de la mort de Moro, ont fait perdre 9% de voix au parti révisionniste, qui a été ainsi «mal payé» de sa politique de soutien à l'austérité et au renforcement de l'État bourgeois. Berlinguer ne s'est pas distingué par une plus grande aptitude à l'autocritique que Marchais.

Il a reproché aux militants du PCI leur manque de liaison avec les masses : «On assiste trop souvent à des réunions de parti où l'on écoute la répétition rituelle d'idées générales. Un effort d'application créative de ces idées fait défaut». Mettant en cause l'application de la ligne par les militants, il a continué de justifier la stratégie de «compromis historique». Il a déclaré à ce sujet : «Ce n'est pas seulement une stratégie, une ligne politique, mais aussi une méthode... Nous continuons de refuser la stratégie dite de l'alternative de gauche car elle reste une stratégie de division des masses populaires, d'élimination de fait de la politique de rencontre avec les forces catholiques, d'isolement et de défaite des forces de gauche».

En France, Marchais, lui, dit : «Il faut encore plus de 22^e congrès».

République dominicaine

C'est l'opposition (Parti révolutionnaire dominicain) qui a finalement remporté les élections à Saint-Domingue : Antonio Guzman a été élu, après que le 16 mai la police et l'armée aient interrompu le dépouillement et que celui-ci ait continué dix jours. Les partisans de l'ancien président Balguer contestent les résultats et réclament de nouvelles élections. Mais le nouveau président a déclaré que la police et l'armée ne regrettaient pas d'avoir respecté le verdict électoral et que «les bonnes relations de la République Dominicaine avec les Etats-Unis seront maintenues».

Nationalisation des mines de charbon de Moatize au Mozambique

Les plus importants gisements de charbon qui se trouvent dans le bassin du Zambèze, district de Moatize province de Tete, ont été nationalisés le 12 mai. Les activités de l'ex-compagnie carbonifère du Mozambique qui détenait le monopole d'extraction de cette richesse depuis 1948, ont totalement cessé. Pour permettre la gestion des mines conformément au plan de développement tracé par le 3^e congrès du FRELIMO, a été créée l'Entreprise Nationale de Charbon CARBOMOC du Mozambique, qui dépend du ministère mozambicain de l'Industrie et de l'Energie.

Les dessous du Sommet Franco-Africain

GISCARD N'A-T-IL PAS VENDU LA PEAU DE L'OURS ?

«Vingt chefs d'Etat africains approuvent le projet de force d'intervention proposé par la France». C'est l'interprétation que donnait de la conférence Franco-Africaine la presse officielle la semaine dernière. Même si Giscard avait fait mettre cette question à l'ordre du jour de la conférence comme point prioritaire, même si certains chefs d'Etat sont d'accord pour envoyer des troupes remplacer les paras français à Kolwezi avec l'aval de Giscard, il n'en reste pas moins, que dans le communiqué final, on ne trouvait ni un soutien explicite à l'intervention française au Zaire, ni un véritable accord pour un pacte militaire coiffé par l'impérialisme français.

Nous avons fait remarquer que les propositions de Giscard rencontreraient des résistances de la part de régimes africains présents à la Conférence, mais engagés dans une politique de coopération avec des pays africains non francophones, et peu enclins à accepter une force armée «africaine» dirigée en fait par la France.

Des déclarations de chefs d'Etat faites à la

suite de la conférence confirment largement cette hypothèse.

Il semble en fait que la plupart des chefs d'Etat présents au sommet franco-africain souhaitent une politique de sécurité qui parte d'abord des organisations et regroupements africains qui existent. Un pacte de non-agression et de défense mutuelle existe déjà entre les pays de la CEAO (Communauté Economique

d'Afrique de l'Ouest francophone). Il pourrait être étendu à la CEDEAO, qui comprend des Etats anglophones, en particulier le Nigéria.

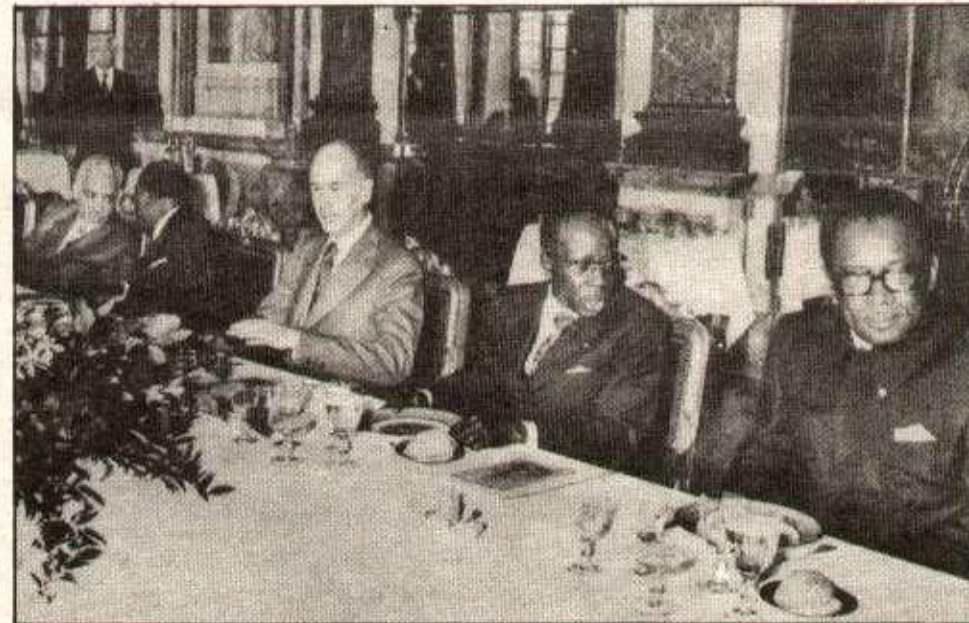
Certains chefs d'Etat ont dénoncé la volonté de Giscard de transformer l'ordre du jour de la conférence, axé sur les problèmes économiques africains et sur les questions de coopération, pour mettre au premier plan la «sécurité africaine» telle qu'il la conçoit. Le président malien Moussa Traore déclarait en arrivant au journal *Jeune Afrique* : «Ma présence à Paris n'a rien à voir avec l'intervention française au Zaire. C'est une affaire zaïro-française ou zaïro-européenne». Il devait ensuite déclarer au sujet de la proposition de Giscard : «Je me demande déjà entre les pays de la CEAO (Communauté Economique

de l'Afrique, c'est le développement. Un pays développé a tous les moyens de se défendre lui-même».

Le 22 mai en arrivant, le président du Rwanda (ancienne colonie belge d'Afrique de l'Est) déclarait : «La présente conférence discute essentiellement des problèmes économiques et de développement». Le 26 mai à Bruxelles, le chef d'Etat du Burundi déclarait : «L'Afrique n'est pas encore prête à organiser une force de paix sur le continent», ce qui constituait un démenti de plus au succès prêté aux propositions de Giscard.

Dans une longue interview au *Monde*, Kountche, président du Niger, prenait également position. Il déclarait notamment : «Il importe de ne pas brûler les étapes... Il existe déjà un pacte de défense commune entre les Etats membres de la CEAO.

Or celui-ci n'a été doté d'aucune structure formelle... Il ne faut pas que, sous prétexte d'alliance défensive, les Etats africains créent un climat de suspicion entre eux en paraissant mettre en cause tel ou tel de leurs voisins. Le Niger pour sa part ne veut pas risquer d'altérer les rapports de bon voisinage qu'il entretient au Nord de ses frontières avec la Libye et l'Algérie, au Sud avec le Nigéria... Le cadre de la CEDEAO me semble mieux adapté à la mise au point d'un pacte de défense commune, car contrairement à celui de la CEAO, il groupe un grand nombre d'Etats et comprend indistinctement des anglophones et des francophones...»



Around Giscard : d'un côté Ould Daddah et Houphouët-Boigny, de l'autre Senghor et Mobutu. Mais il y avait d'autres chefs d'Etat, moins proches, à tous les sens du terme.

Érythrée

OBSTACLES A L'INTERVENTION SOVIETO-CUBAINE

Alors que plusieurs milliers de Cubains participent toujours à la défense d'Asmara encerclée par les forces de libération et que les troupes cubaines en Ethiopie se regroupent pour participer à l'offensive contre l'Erythrée prévue par le dictateur Mengistu, cette intervention semble se heurter à un certain nombre de contradictions parmi les agresseurs. Des bruits persistants font état de divergences entre Mengistu et les soviéto-cubains, à la suite du départ de l'ambassadeur cubain.

A la place de la junte militaire, le social-impérialisme pourrait souhaiter installer un gouvernement «civil» dirigé par un «parti d'avant-garde». Il s'agirait alors de mieux justifier l'intervention par la défense d'un régime odieusement présenté comme «révolutionnaire». Ce parti, probablement créé avec les débris du «Meison» (organisation utilisée l'année dernière par Mengistu pour animer un «bureau politique», puis démantelée par lui) pourrait être jugé plus docile et sûr pour l'URSS

alors que des forces pro-américaines subsistent encore, y compris au sein du DERG.

D'autre part, l'offensive diplomatique du mouvement de libération érythréen pour faire connaître sa lutte et défendre sa cause commence à connaître des succès en brisant l'isolement provoqué par l'URSS. Il est significatif qu'une conférence-débat sur la lutte du peuple érythréen ait pu avoir lieu en Italie avec la participation de personnalités de gauche et même de dirigeants du

PCI, tandis qu'un dirigeant du FLE et Amde Michael, membre du Comité central du FPLE, représentaient le mouvement érythréen. Plusieurs personnalités de la gauche italienne ont même lancé un appel à Cuba pour lui demander de «ne pas aligner ses enfants contre les populations et les patriotes érythréens».

Selon certaines informations en provenance de la Ligue arabe, le Sud Yémen envisagerait également de retirer ses troupes des combats en Erythrée.

PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 29 mai

TF 1

14 h 25 - Tennis : internationaux de France
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La maison des Damnés, film anglais de John Hough de 1973 suivi d'une enquête sur les phénomènes de hantise
 23 h 00 - Tennis : internationaux de France
 23 h 20 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dessins animés
 19 h 45 - Top Club : Guy Béart
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La tête et les jambes
 21 h 35 - Un samedi à la Goutte d'Or, émission de l'INA réalisée par Yves Laumet
 22 h 25 - Festival de Cannes
 22 h 40 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de 20 heures
 20 h 30 - Les cent fusils, film américain de Tom gries 1969 avec Jim Brown et Raquel Welch
 22 h 20 - Journal et fin

Mardi 30 mai

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Le sacrifice
 21 h 05 - Rimbaud, le voleur de feu. Emission sur la vie et l'œuvre du poète.
 23 h 15 - Tennis internationaux de France
 23 h 35 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top club
 20 h 00 - Journal
 20 h 45 - Gala de clôture du festival de Cannes
 22 h 05 - Danse, musique et mime
 22 h 55 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Le passager
 22 h 00 - Journal et fin

Le livre noir du travail des femmes

Ce livre a surtout le mérite de donner un certain nombre de chiffres et de témoignages directs. Par exemple : 54 % des travailleuses à la chaîne sont des femmes ; plus de la moitié des femmes gagnent moins de 2 000 F (au 1^{er} juillet 1977) ; et aussi : les femmes représentent actuellement 53 % des chômeurs, alors qu'elles ne touchent au total que le 1/3 des indemnités globales versées aux chômeurs.

Un certain nombre de témoignages rappellent l'enfer du chômage, les saisies, les coupures de courant, les contradictions dans la famille, la honte, la marginalisation, et surtout la suppression de la vie collective de l'usine, le repliement sur soi.

Le livre donne aussi la parole à des femmes au travail : des ouvrières dans la bonneterie à Troyes qui, pour tenir à la chaîne, vivent constamment sous calmants ; des femmes en Lorraine embauchées clandestinement comme femmes de ménage en Allemagne, passant chaque jour la frontière, non déclarées, sans Sécurité sociale et pour des salaires dérisoires ; ou les filles des mines qui, pour commencer le travail à 5 heures, se lèvent à 2 h 30 et qu'on pousse aujourd'hui à arrêter en supprimant les navettes d'autobus.

Pour toutes, après le travail : le ménage, les enfants, la course pour trouver une nourrice, les astuces à inventer pour «manquer» quand un enfant est malade.

Quant aux millions de femmes «inactives» obligées de s'arrêter parce que la société ne leur offre aucun travail compatible avec la charge des en-



fants, «elles en arrangent du monde» : chômeuses camouflées (pas dans les statistiques), on prétend le plus souvent qu'elles ont «librement choisi» d'arrêter le travail pour jouer leur «rôle naturel» de femmes (aux PTT Paris, pour 111 000 enfants de moins de trois ans du personnel, il y a 46 places réservées dans les crèches).

Le livre rappelle aussi la surexploitation des femmes «travaillant à domicile» : elles sont 54 000, le plus souvent sans congés maladie, sans congés payés, travaillant au moins 8 heures par jour si elles veulent

gagner quelque chose.

Des intérimaires rappellent aussi le double chantage (du patron et de l'agence) dont elles sont constamment victimes.

Mais au-delà du constat, demande-t-on, quelles perspectives ? De fait il faut avoir dépassé plus des 3/4 du livre pour arriver au chapitre qui traite des luttes des travailleuses. Trois luttes seulement sont évoquées, même si parmi elles on trouve celle, importante, de la CIP ; c'est peu. N'aurait-il pas été souhaitable par exemple de parler de l'intervention active de femmes dans les luttes

déclenchées par leurs maris à l'usine, comme à Usinor, à Dubigeon, Coueron, qui montre que progresse la nécessaire unité des femmes et des hommes de la classe ouvrière pour lutter contre les patrons ?

Quant aux conclusions tirées par le collectif, il faut avouer qu'elles nous laissent sur notre faim ; souligner qu'«une fille vaut un garçon ; une femme vaut un homme» ou réaffirmer qu'«il faut remettre en cause en même temps le système économique d'ensemble qui nous considère comme source de surprofits et la relation quotidienne entre les hommes et les femmes» est sans doute nécessaire.

Mais se posent aussi d'autres questions. Comment faire passer ces idées dans la vie, quels sont les obstacles à lever, comment combattre les positions fausses rencontrées dans les syndicats ou la plupart des partis politiques ? N'aurait-il pas fallu, ainsi, analyser les tentatives de récupération des luttes de femmes par la direction CGT, et se demander au passage si les «blocages» viennent seulement des hommes, ou aussi des idées réactionnaires véhiculées par certains responsables et militants, qu'ils soient hommes ou femmes d'ailleurs ?

Faute de chercher à répondre à ces questions et à d'autres, le livre débouche sur une sorte de «plus petit dénominateur commun» qui masque les véritables problèmes, qui sont la source des inévitables contradictions entre conceptions différentes au sein du mouvement des femmes comme dans les syndicats.

Maryse OLLIER

Et l'acier fut trempé

138^e épisode

La mort de Lénine renforça considérablement les rangs du Parti. Ainsi le socialisme continuait à s'édifier. Un jour au Congrès, Pavel fit une rencontre inattendu...

VI

A l'entrée de la salle de concert de l'hôtel se tenaient deux hommes. Le plus grand des deux, le nez chaussé d'un pince-nez, portait un brassard rouge avec l'inscription : «Contrôle».

— C'est bien ici que se tient la réunion de la délégation ukrainienne ? demanda Rita.

Le grand répondit d'un ton officiel :

— Oui ! De quoi s'agit-il ?

— Puis-je entrer ?

L'homme barra à moitié le passage. Il dévisagea Rita et laissa tomber :

— Votre mandat ? On ne laisse entrer que les délégués ayant voix délibérative ou consultative.

Rita sortit de son sac une carte gravée en lettres d'or. Il lut : «Membre du Comité central». Son air officiel disparut comme par enchantement. Il devint aussitôt courtois et amical.

— Passez, je vous en prie, il y a des places libres là-bas, à gauche.

Rita se faufila entre des rangées de chaises et s'assit sur un siège resté libre. La réunion tira visiblement à sa fin. La voix du président parut familière à Rita.

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

— Camarades, il nous reste deux heures avant l'ouverture. Permettez-moi de vérifier encore une fois la liste des délégués venus assister au congrès.

Rita reconnut Akim : c'est lui qui procédait hâtivement à l'appel des délégués.

En réponse, dans la salle, on levait les mains, avec des mandats rouges ou blancs.

Rita écoutait attentivement.

Un nom connu :

— Pankratov.

Elle se retourna du côté du bras tendu, mais ne put distinguer parmi la foule le visage du débardeur, qu'elle connaissait si bien. Les noms défilaient, parmi eux, Okounev et, aussitôt après, Jarki.

Rita vit Jarki. Il était assis à quelques rangs d'elle, à moitié tourné. Voilà son profil... Oui, c'était bien Vania. Elle ne l'avait pas vu depuis des années.

Dans cette rapide énumération, un nom fit tressaillir Rita :

— Kortchaguine.

Tout à fait devant, une main se leva et s'abaissa et, chose étrange, Oustinovitch eut subitement une envie folle de voir celui qui portait le nom de son ami disparu. Mais elle regarda en vain du côté où s'était levée la main, toutes les têtes paraissaient identiques. Se levant alors de sa place elle chercha à se glisser le long du mur pour arriver aux premiers rangs. Akim se tut. Repoussant bruyamment les chaises, les délégués donnèrent de la

voix, des rires retentirent et Akim cria, s'efforçant de dominer le brouhaha :

— Soyez à l'heure !... Au Grand Théâtre... à sept heures !...

Un bouchon se forma près de la porte d'entrée.

Rita comprit que, dans le flot humain, elle ne trouverait aucun de ceux dont elle venait d'entendre les noms. Elle décida de ne pas perdre de vue Akim et de joindre les autres par son intermédiaire. Et elle se dirigea vers lui, en s'écartant pour laisser passer un dernier groupe de délégués.

— Alors, Kortchaguine, il est temps qu'on s'en aille ! entendit-elle derrière son dos.

Et la voix si connue, si familière, répondit :

— Allons-y.

Rita se retourna brusquement et vit un jeune homme élancé au teint basané, en vareuse kaki serrée à la taille par une mince ceinture caucasienne et en culotte de cheval bleue.

Elle le fixa de ses yeux écarquillés et ne comprit qu'il s'agissait bien de Pavel Kortchaguine que lorsque deux bras l'étreignirent chaleureusement en même temps qu'une voix étranglée murmurait : « Rita ».

— Tu es vivant ?

Il comprit tout. Elle en était restée à la macabre méprise.

La salle s'était vidée. Par la fenêtre ouverte arrivait le bruit de la Tverskaïa (1), cette puissante artère de la capitale. Six heures sonnèrent et ils avaient l'un et l'autre l'impression de ne s'être rencontrés que depuis quelques minutes. Mais c'était l'heure de se rendre au Grand Théâtre.

(1) Aujourd'hui, rue Gorki, l'une des plus belles rues de Moscou. (N. d. T.)

(à suivre)

Mai-Juin 68, c'était hier

LE PCF CONTRE LE MOUVEMENT

● L'attitude et le rôle du PCF en face du mouvement de mai 68 est très important à examiner. Parce qu'il exerçait alors une très large influence sur la classe ouvrière et prétendait la représenter, il a pesé sur l'évolution du mouvement. Mais en même temps, pour la première fois, sont venues au jour les contradictions, les ruptures entre la classe ouvrière et l'orientation révisionniste ainsi que son appareil d'encadrement.

Nous ne verrons que quelques aspects de ce phénomène, au fil des événements. Et d'abord, l'attitude du PCF, dans la première phase «étudiante» du mouvement : en s'opposant alors ouvertement à tout ce qui dans la révolte étudiante visait la société et l'ordre bourgeois, le PCF a suscité, sans aucun doute, en retour, une série d'interrogations dans la classe ouvrière elle-même. Le visage conservateur et haineux qu'il a alors exhibé n'a pu être oublié.

Vendredi 3 mai. Au quartier latin, plusieurs milliers de jeunes, étudiants principalement, affrontent pour la première fois la police. Les flics chargent, les matraques s'abattent, les pavés volent, des barricades s'esquissent. Piégés dans la cour de la Sorbonne, plusieurs centaines d'étudiants sont emmenés et gardés à vue toute la nuit. Au petit matin, lorsque paraît *L'Humanité*, l'odeur âcre des grenades lacrymogènes n'a pas encore disparu du Quartier latin. Ce que vont y lire ceux qui se sont battus, et tous ceux qui ont suivi avec sympathie leurs affrontements à la radio, fera l'effet d'une douche froide : «Comment qualifier ceux qui, par leurs agissements, leurs injures, ont provoqué cette situation ? Déjà la grande masse des étudiants, y compris, nous en sommes persuadés, nombre de ceux qui ont

D'une part, il n'a que de très faibles moyens pour intervenir en milieu étudiant. Tout mouvement de ce côté-là l'inquiète, car il n'a aucune assurance de pouvoir l'utiliser ou l'encadrer. Dans le cours de l'opposition à la guerre d'Algérie, l'aile la plus radicalisée du mouvement étudiant s'était dissociée du PCF et de son mot d'ordre «Paix en Algérie». Les contradictions au sein de l'UEC, avivées par la sensibilisation aux luttes anti-impérialistes, avaient abouti à son éclatement en 1966, d'où étaient issus des groupes aux références idéologiques diverses (marxisme-léninisme et trotskysme notamment).

Si restreints en apparence que soient les noyaux qui, à Nanterre et dans d'autres facultés, ont mené dans les derniers mois l'agitation et se sont heurtés à la répression, le PCF tient à les

savoir serait, en quelque sorte, neutre et il faudrait seulement exiger des moyens matériels et financiers pour que les enfants des couches les moins privilégiées y accèdent. Enfin, dans ces noyaux d'activistes étudiants, à travers des références disparates, existe l'idée plus ou moins nettement formulée que le PCF n'est pas un parti révolutionnaire et qu'il bride le potentiel de révolte de la classe ouvrière.

Ces clivages se sont déjà marqués de façon voyante : Juquin à Nanterre, avait été mis en fuite par des étudiants, au mois d'avril.

Le jour même de ce 3 mai, un éditorial paraît dans *L'Humanité*. Malgré tous les retournements ultérieurs, il reste ineffaçable, inoubliable. Il est signé Georges Marchais. On y lit en particulier : «Il faut combattre et isoler les groupements gauchistes unifiés dans le Mouvement du 22 mars de Nanterre, dirigé par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit. Ces pseudo-révolutionnaires doivent être démasqués, car ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et sont fils de grands bourgeois.»

UN PREMIER VIRAGE

«Combattre et isoler les groupements gauchistes», cette tactique frontale, le PCF ne pourra la maintenir longtemps telle quelle. En effet, la persistance du mouvement déclenché le 3 mai, son extension, l'ampleur des affrontements du 6 mai rendent manifeste qu'il ne s'agit pas de «gesticulations de quelques fils de grands bourgeois», que la jeunesse est sensibilisée et impliquée par le mouvement. Des membres de la JC ont d'ailleurs, de leur propre chef, participé à la journée du 6 mai.

Si le samedi 4 mai, il n'y avait pas un mot dans *L'Humanité* sur les brutalités policières, le ton se modifie le lundi suivant : le PCF dénonce d'abord les «gauchistes et fascistes qui font le jeu du pouvoir» mais dénonce ensuite la répression. Et le mardi 7 mai, c'est un premier virage : *L'Humanité* titre en première page : «Le responsable, c'est le gouvernement !» Le secrétariat du CC se déclare favorable, dans un communiqué, à la libération des étudiants arrêtés, et les députés... posent une question écrite à l'Assemblée.

Le 9 mai, le jour même où Aragon venu prendre la parole sur le boulevard Saint-Michel, est pris à partie avec véhémence, Waldeck-Rochet invite dans un meeting «les travailleurs manuels et intellectuels à resserrer leurs liens unitaires». Quant à *L'Humanité*, elle se met à parler de la «juste cause des étudiants» et souhaite «le succès de leur combat».

Mais qu'entend-il par «leur combat» ? C'est très clair : «Les manifestations étudiantes ont montré combien était profond le désir d'une réforme démocratique de l'université». Tant que la

révolte étudiante avait une extension restreinte, le PCF s'efforçait de l'isoler, en la calomniant en la caricaturant. Quand elle se diffuse beaucoup plus largement et prend à l'évidence un contenu d'opposition au système d'oppression, plus possible de l'isoler. Le PCF «soutient» donc, mais en tentant de l'enfermer dans un cadre (réformes, corporatisme), qui n'a rien à voir avec l'élan, qui, pour l'essentiel, la porte.

Déjà s'amorce la manœuvre de détournement et de récupération : après le 13 mai, l'UEC et les enseignants révisionnistes s'emploieront activement à stériliser, autant que possible, des étudiants dans des discussions interminables sur la réforme de l'Université. D'où sortira glorieusement à la rentrée l'UNEF dite Renouveau.

Mitterrand en 1965 a marqué un premier pas. Toute chance, pour le PCF, de participer au gouvernement passe par là. Donc toute secousse politique est utilisée par lui pour hâter ce rapprochement.

Il va donc se rallier au projet d'une manifestation pour le 13 mai, et la CGT appellera en même temps à une journée de grève générale.

Ce faisant, il profite de l'hésitation de Geismar, secrétaire du SNESup et du président de l'UNEF, Sauvageot : ceux-ci se trouvant, presque malgré eux, érigés avec Cohn-Bendit en représentants du mouvement, sentent qu'une nouvelle phase est ouverte, débordant très largement le monde universitaire et, malgré leurs réticences, se tournent quand même vers la CGT et la CFDT et les partis de gauche.



Mais les premières tentatives de récupération rencontrent bien peu de succès. Le 10 mai, un groupe de l'UEC est violemment pris à partie par la masse des étudiants qui s'apprête à manifester. Quelques jours plus tard, un de ceux qui deviendront les économistes-clés du PCF, Boccard, est vidé manu militari de Censier où il cherche à plaider la cause de la réforme.

APRES LA NUIT DES BARRICADES...

La nuit des barricades va bouleverser ces démarches prudentes pour circonscrire le mouvement au monde étudiant et lui inoculer le virus des réformes. L'événement prend, de toute évidence, une dimension politique nationale. Evidemment, ni la direction du PCF ni aucun organisme du PCF n'ont jugé bon de prôner la solidarité, dans la rue, contre la répression.

Le 11 mai à 7 heures du matin, Waldeck-Rochet fait une déclaration à la radio : il proteste contre la répression et propose immédiatement... une réunion des partis de gauche.

C'est que, depuis plusieurs années déjà, la tactique du PCF est axée sur la nécessité de parvenir à un accord le plus étroit possible avec la FGDS et Guy Mollet. La candidature de

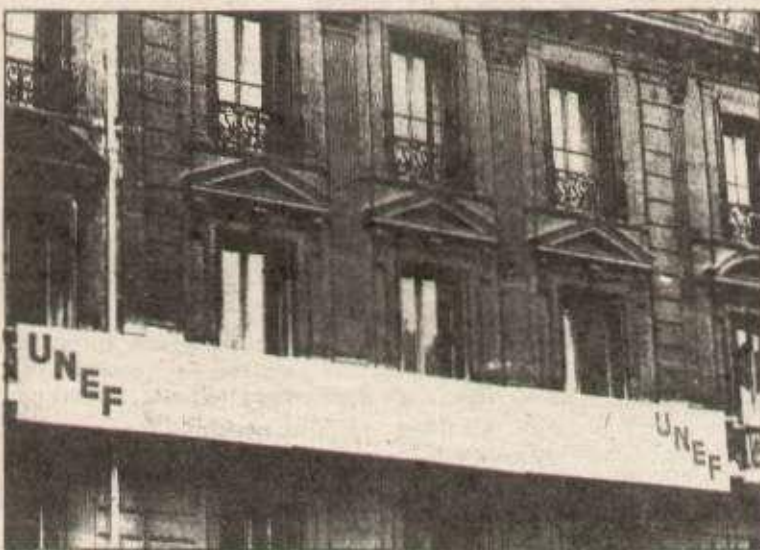
Pour le PCF et la direction de la CGT, la manifestation du 13 mai devait réorienter le mouvement dans un cadre convenable et le replacer sous le patronage de l'opposition officielle, des centrales syndicales, l'UNEF et le SNESup y accolant leurs siges.

Non sans humiliation pour Ségué, placé en position de demandeur. Il avouera en juillet qu'il avait dû faire une «immense concession» ; il défile au second rang, derrière Cohn-Bendit, Sauvageot, Geismar. Quant à Duclos, Juquin, Mitterrand et quelques autres, ils peuvent seulement «se fondre» dans la foule.

La manifestation du 13 mai se déroule sans incident. La masse des participants se sent plutôt frustrée : malgré le nombre, ne serait-ce pas un enterrement du mouvement ? Le PCF semble au contraire satisfait d'arriver à une sorte de conclusion raisonnable, et rentabilisable politiquement : la journée de grève générale n'a pas été un succès.

Le 14 mai, *L'Humanité* annonce à la une le dépôt d'une motion de censure à l'Assemblée par le PCF et la FGDS.

Mais il y a, dans le même numéro, en page 5, une nouvelle de 7 lignes, insignifiante : les travailleurs de Sud-Aviation se sont mis en grève.



Banderoles apposées par l'UEC : la contradiction avec le mouvement étudiant.

pu se laisser abuser, peut mesurer les conséquences graves auxquelles inévitablement conduit l'aventurisme politique, même s'il se dissimule sous des phrases pseudo-révolutionnaires.»

UN EDITORIAL DE GEORGES MARCHAIS

Cette condamnation sans appel n'est nullement un hasard, une erreur d'appréciation momentanée ou une réaction philistine devenue instinctive devant toute violence «d'où qu'elle vienne». Depuis plusieurs mois, le PCF a systématiquement marqué son hostilité aux manifestations diverses de l'agitation étudiante. La raison en est politique.

isoler au maximum et par tous les moyens, du fait des thèmes politiques qu'ils véhiculent : le soutien à la guerre populaire du peuple vietnamien s'oppose à l'attitude du PCF qui, en réclamant «la paix au Vietnam», se contente de dénoncer les maux de la guerre. Ils posent, au moins en principe, la nécessité et la justesse de la violence révolutionnaire. D'autre part, la critique de l'université, de l'enseignement, du système culturel en général comme système de distribution du savoir au service de l'oppression, est complètement opposée aux thèses du PCF, pour qui le contenu même et les méthodes de l'enseignement ne sont pas à remettre en cause : le